



Baromètre de l'attractivité
France 2016

La France distancée



EY

Building a better
working world

04

Synthèse

06

Une Europe active au cœur
des crises

14

La France joue-t-elle encore
en 1^{ère} division ?

18

Le match Service-Industrie

24

Les nouveaux visages
de la France

32

Les défis de l'attractivité

40

Annexes

ÉDITO



Jean-Pierre Letartre
Président d'EY
en France



Marc Lhermitte
Associé, EY

La France distancée

En 2015, l'attractivité de l'Europe s'est, contre vents et marées géopolitiques, économiques et migratoires, à nouveau inscrite dans une trajectoire de croissance. Mis à mal par une décennie de crises, les 42 pays de l'Europe économique ont accueilli un nombre record de 5 083 implantations internationales, soit 217 666 emplois portés par des investissements étrangers.

Des chiffres encourageants, à la faveur d'un alignement des planètes exceptionnel – taux d'intérêt historiquement bas, pétrole en chute libre et baisse de l'euro – mais surtout des réformes structurelles engagées dans la plupart des pays pour mettre l'Europe à l'heure de la nouvelle donne économique mondiale. Au sein de la galaxie européenne, la planète France paraît plus que jamais – cette année et sur la décennie – flotter en apesanteur, distancée par les fusées Royaume-Uni/Allemagne. Alors que les projets attirés sur leurs sols ont plus que doublé en 10 ans, la courbe des investissements directs étrangers en France n'a connu que de très faibles variations.

Avec un nombre de projets d'implantation en retrait de 2 % en 2015, la France enregistre la seule et unique baisse parmi le Top 15 européen. Elle ne tire pas profit d'un indéniable mouvement de sympathie et des efforts entrepris pour soutenir une attractivité plus innovante et entrepreneuriale. Et l'apparente bonne nouvelle sur le front de l'emploi (+8 %) pâlit à la comparaison avec l'incroyable dynamisme continental (+17 %).

Ce repli confirme l'incapacité du pays à embrasser la marche du monde et sa propension aux débats manichéens...et donc insolubles : État-Providance contre libéralisme, entrepreneuriat contre pression fiscale, prudence contre croissance, service public

contre secteur privé mais aussi multiculturalisme laïque contre communautarisme, conservatisme des idées contre solutions disruptives, peur du déclassement contre audace dans un monde qui change... Autant de dilemmes qui ont enfermé la France dans le choix de n'en faire aucun, pensant qu'elle peut échapper aux règles du monde multipolaire qui se redessine actuellement, et rester attractive sans être obligée de devenir compétitive. Et cela malgré un « mal » français parfaitement documenté et un diagnostic économique limpide, connu et partagé de tous.

Pour rester en 1^{ère} division européenne et jouer sur la scène mondiale une partition choisie dans des secteurs, des technologies et des modèles économiques qui lui correspondent, la France doit évidemment retrouver de la confiance pour en redonner à ses investisseurs et attirer à nouveau des talents, des créateurs et des entrepreneurs. Car ce sont eux qui, étonnamment, esquissent un nouveau profil de son attractivité : tertiaire et digital, porté par les nouveaux héros de l'entrepreneuriat et d'une industrie plus légère, forte du Grand Paris et de ses métropoles régionales, alliant compétitivité et créativité. Et ainsi, la France retrouvera son magnétisme.

Synthèse

Les 10 points clés

1 Une Europe étonnamment attractive : avec 14 % de projets supplémentaires, l'Europe a accueilli un nombre record de 5 083 implantations internationales en 2015, créant 217 666 nouveaux emplois. Les causes : moindre croissance chez les émergents, baisse des prix du pétrole, quasi parité euro-dollar, conditions macroéconomiques et financières...

2 Le moteur anglo-allemand : le Royaume-Uni et l'Allemagne dominent le classement et creusent l'écart avec toutes les autres destinations...France comprise. À l'aube d'un référendum qui pourrait infléchir considérablement son avenir, la « destination UK », bondit de 887 à 1065 projets. Et l'Allemagne poursuit sa dynamique avec une croissance de 9 %.

3 La France distancée : le « site France » ne suit pas le dynamisme européen avec un nombre d'investissements en diminution de 2 % (598 en 2015). Si la progression des emplois créés par ces projets (+8 %, de 12 579 à 13 639 entre 2014 et 2015) est une bonne nouvelle, elle reste à relativiser par rapport à la dynamique européenne (+17 %).

4 Handicaps réitérés : la perception de notre compétitivité-prix reste très dégradée et pèse sur l'attractivité scientifique, créative ou tertiaire de la France. 72 % des décideurs internationaux jugent la fiscalité française peu ou pas du tout attractive et son niveau de charges sociales est regretté par 73 % d'entre eux.

5 Moins de « French Bashing », pas plus de « French Buying » : 80 % des dirigeants se déclarent « plutôt » ou « très satisfaits » de la France (+12 points par rapport à 2014), sous l'effet d'une communication moins clivante. En revanche, moins d'un quart des investisseurs envisagent des projets en France en 2016 (-11 points).





6 La France industrielle reste active, mais prudente : en 2015, la France a continué d'accueillir plus d'implantations d'usines (212) que le Royaume-Uni (183) et l'Allemagne (142), dans l'automobile, la chimie, l'agro-alimentaire, l'équipement industriel, mais aussi l'énergie ou l'aéronautique. En revanche, les investissements sont plutôt des extensions (80 %) et de taille modeste (32 emplois en moyenne contre 75 au Royaume-Uni).

7 Les moteurs tertiaires : les activités numériques (e-commerce, conception et intégration de logiciels, projets informatiques,...) et les services aux entreprises (relation client, ingénierie, conseil, ressources humaines,...) représentent plus de 20 % du total des implantations.

8 French Tech en marche : en accueillant deux fois plus de centres R&D en 2015, la France s'affiche au 5ème rang mondial. Les dirigeants reconnaissent à la France des atouts distinctifs : qualité de l'innovation et de la recherche (37 %), capacité à former et attirer les talents (23 %), rayonnement touristique (31 %) et puissance des grands secteurs (30 %). Par ailleurs, la France des start-ups est jugée favorablement par 44 % des décideurs.

9 Paris dans le Top 5 mondial : Paris figure au 5^e rang des métropoles en capacité de produire le prochain Google, derrière la Silicon Valley, New York, Shanghai et Londres. Les grandes agglomérations françaises sont en forme notamment Lyon, Toulouse, Marseille, Nantes, Lille ou Bordeaux, reconnues pour leur compétitivité logistique, numérique ou académique.

10 Trois défis urgents :

- Proposer un modèle de compétitivité fiscale et sociale adapté aux investissements en « T » (technologie, talents, tertiaire,...)
- Construire un plan de bataille vers les investisseurs émergents et les sièges sociaux qui choisissent aujourd'hui massivement nos concurrents européens (150 centres de décision au Royaume-Uni contre 11 en France en 2015)
- Concentrer les messages et incitations sur les secteurs pour lesquels la France a la reconnaissance des dirigeants internationaux : numérique, énergie, services, industrie des transports...



Une Europe active au cœur des crises

- Une résistance de la destination Europe, malgré les crises
- Le moteur anglo-allemand
- Services dominants, industrie résiliente
- Les métropoles européennes sont-elles en perte de vitesse ?

Une résistance de la destination Europe, malgré les crises

L'Europe en 2015 est restée sous tension : sur le volet géopolitique, avec la crise migratoire et les attentats, sur le volet politique avec une crise de confiance envers les institutions européennes, et sur le volet économique avec des sorties de crise difficiles pour certains pays.

La destination Europe a néanmoins connu en 2015 une année record en matière d'implantations internationales. Avec 14 % de projets supplémentaires, elle a accueilli 5 083 implantations internationales, créant 217 666 nouveaux emplois.

En 2015, ce rebond européen s'illustre également par la dynamique des fusions-acquisitions, en hausse de 68 %¹. Il s'explique notamment par des conditions macroéconomiques et financières qui s'améliorent dans l'Union européenne : une croissance de 1,5 % au sein de la zone euro² - certes bien en-deçà des économies émergentes proches ou lointaines, une reprise de la consommation soutenue par un alignement des planètes favorable marqué par le maintien des taux bas, la baisse des prix du pétrole, et des politiques budgétaires de soutien à la demande.

Le marché automobile européen, par exemple, s'est montré particulièrement dynamique, en terminant l'année avec 9,3 % de croissance et 13,7 millions de voitures vendues³. Ce dynamisme est révélateur de la reprise d'une certaine confiance des européens. Enfin, le recul de l'euro face au dollar - 1,32 \$ pour 1 euro en moyenne en 2014, contre 1,11 \$ en 2015⁴ - joue également en faveur de la destination Europe pour attirer les investissements internationaux, en particulier nord-américains.

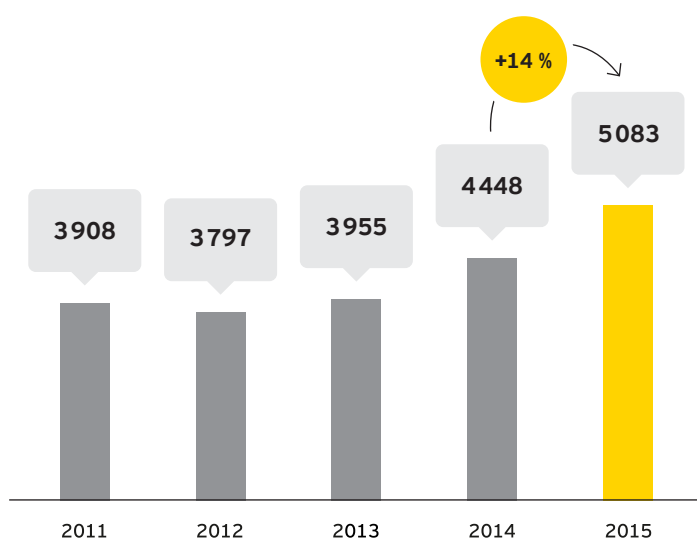
¹ UNCTAD, Global Investment Trends Monitor, Janvier 2016

² Eurostat, Février 2016

³ Association des constructeurs automobiles européens, Janvier 2016

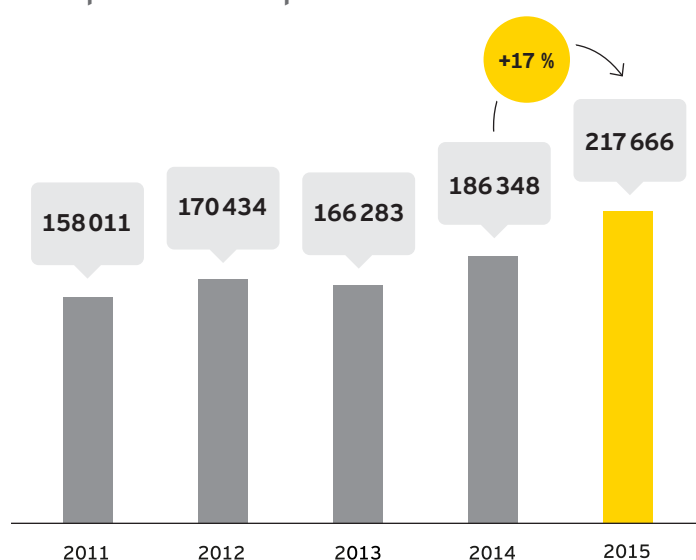
⁴ Banque de France, données BCE

Évolution des projets d'implantations internationales en Europe



Source Global Investment Monitor, EY, 2016

Évolution du nombre de créations d'emplois en Europe



Le moteur anglo-allemand

Le Royaume-Uni et l'Allemagne tirent largement l'attractivité de l'Europe, totalisant à eux deux près de 4 projets sur 10. À l'aube d'un référendum qui pourrait infléchir considérablement son avenir, la destination britannique franchit le seuil symbolique des 1 000 projets.

Sa progression est spectaculaire (+20 %), de 887 en 2014 à 1 065 projets en 2015. Signe que les incertitudes britanniques quant à son appartenance à l'Union européenne n'ont pas (encore ?) d'impact sur les investisseurs internationaux... L'Allemagne poursuit sa forte dynamique des 10 dernières années,

avec une croissance de 9 % des investissements directs étrangers par rapport à 2014. Ces bons résultats sont à mettre en lien avec les taux de croissance économique relativement élevés de ces pays pour la zone euro (2,2 % pour le Royaume-Uni et 1,7 % pour l'Allemagne en 2015).

L'attractivité britannique se distingue par sa dynamique pour les fonctions stratégiques et tertiaires supérieures : le Royaume-Uni accueille ainsi 150 nouveaux sièges sociaux et 100 centres de R&D, notamment grâce aux secteurs du numérique, des services aux entreprises et de la finance. La campagne de promotion « *Britain is open for business* » a mis en avant son profil de compétitivité, un environnement des affaires ouvert et peu réglementé, un marché du travail flexible et un régime fiscal attractif. C'est avant tout le Grand Londres qui tire cette performance, en captant 38 % des projets d'implantations internationales au Royaume-Uni en 2015. Quel meilleur symbole du rayonnement mondial de la métropole britannique que le choix du New York Times d'y implanter son nouveau centre de décision en Europe ?

Faut-il craindre que le miracle britannique ne puisse survivre au spectre du Brexit ? Si l'impact sur les implantations internationales d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne reste incertain, un ralentissement de son attractivité mondiale est à envisager de la part des entreprises internationales à la recherche d'une implantation européenne. Les analystes d'Oxford Economics vont même jusqu'à anticiper un « scénario du pire » dans lequel l'attractivité du Royaume-Uni hors Union européenne connaîtrait une baisse de 7 % en cas de Brexit. Près de 80 % des décideurs internationaux

jugent en effet que l'accès au marché unique européen joue un rôle déterminant dans l'attractivité du Royaume-Uni, un score en augmentation par rapport à l'année passée (+7 points). Les décideurs déjà implantés au Royaume-Uni semblent les plus sensibles à l'accessibilité au marché unique européen : faut-il s'attendre à ce qu'ils s'en détournent si l'actuelle tête de proue de l'attractivité européenne venait à tourner le dos au continent ?

L'Allemagne consolide sa 2^e place sur le podium européen grâce à des secteurs industriels plus classiques (équipement, automobile, électronique, chimie), mais aussi le numérique qui arrive en tête des secteurs moteurs de son attractivité, notamment dans la région de Berlin et en Bavière. La position du pays comme plateforme d'accès vers les marchés est-européens et russe, l'entraînement des ETI par les grands exportateurs dans la « chasse en meute » et les réformes récentes en matière de flexibilité du travail continuent de séduire les investisseurs.

Certains pays d'Europe centrale et orientale contribuent également à tirer la croissance européenne, au premier rang desquels figurent la Hongrie (qui double son nombre de projets par rapport à 2014) et la Pologne (+60 %). La Russie affiche une très forte croissance de ses investissements directs étrangers (+61 %) - et ce malgré un contexte géopolitique sous tension et les sanctions internationales - toutefois nuancée par une baisse de 25 % des emplois créés.



Royaume-Uni
2014/2015

+20 %
de projets

Jean-Pierre Letartre
Président d'EY en France

**L'attractivité de la France,
un enjeu de compétitivité
relative**

02:08



Top 15 des pays attirant le plus grand nombre de projets d'implantations internationales (2015)

		2015	2014	Évolution
1	 Royaume-Uni	1 065	887	+20 %
2	 Allemagne	946	870	+9 %
3	 France	598	608	-2 %
4	 Espagne	248	232	+7 %
5	 Pays-Bas	219	149	+47 %
6	 Belgique	211	198	+7 %
7	 Pologne	211	132	+60 %
8	 Russie	201	125	+61 %
9	 Turquie	134	109	+23 %
10	 Irlande	127	106	+20 %
11	 Finlande	105	98	+7 %
12	 Roumanie	98	62	+58 %
13	 Hongrie	94	46	+104 %
14	 Suisse	90	85	+6 %
15	 Rep. Tchèque	70	53	+32 %

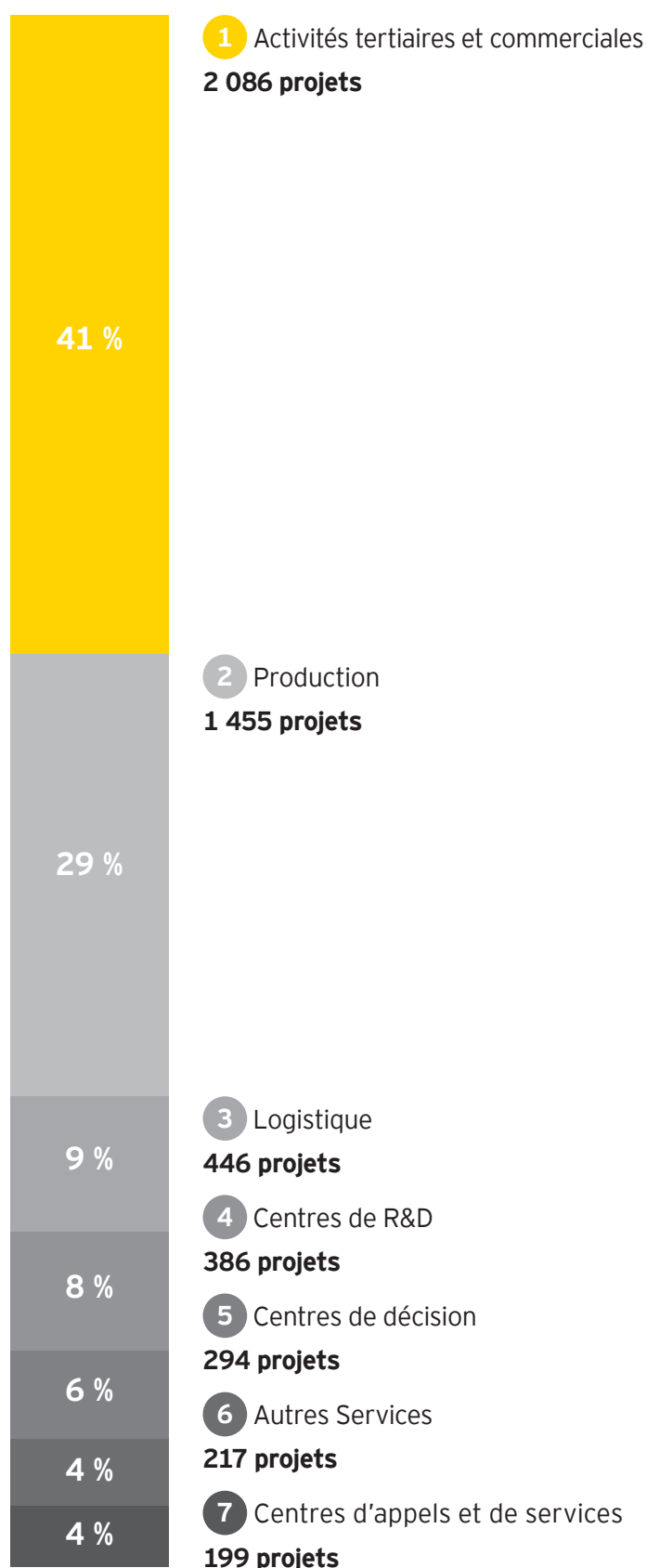
Source Global Investment Monitor, EY, 2016

Top 15 des pays bénéficiant du plus grand nombre d'emplois liés aux projets implantations internationales (2015)

		2015	2014	Évolution
1	 Royaume-Uni	42 336	31 344	+35 %
2	 Pologne	19 651	15 485	+27 %
3	 Allemagne	17 126	11 890	+44 %
4	 Russie	13 672	18 248	-25 %
5	 France	13 639	12 579	+8 %
6	 Roumanie	12 746	10 892	+17 %
7	 Hongrie	11 741	4 868	+141 %
8	 Irlande	10 772	7 306	+47 %
9	 Serbie	10 631	5 104	+108 %
10	 Slovaquie	9 564	8 012	+19 %
11	 Rep. Tchèque	9 332	7 278	+28 %
12	 Espagne	7 126	9 750	-27 %
13	 Macédoine	5 560	5 020	+11 %
14	 Bulgarie	3 598	5 688	-37 %
15	 Portugal	3 469	2 099	+65 %

Source Global Investment Monitor, EY, 2016

Répartition des projets d'implantations internationales en Europe par type d'activités (2015)



Source Global Investment Monitor, EY, 2016

Services dominants, industrie résiliente

L'Europe reste une destination dominée par le secteur tertiaire :

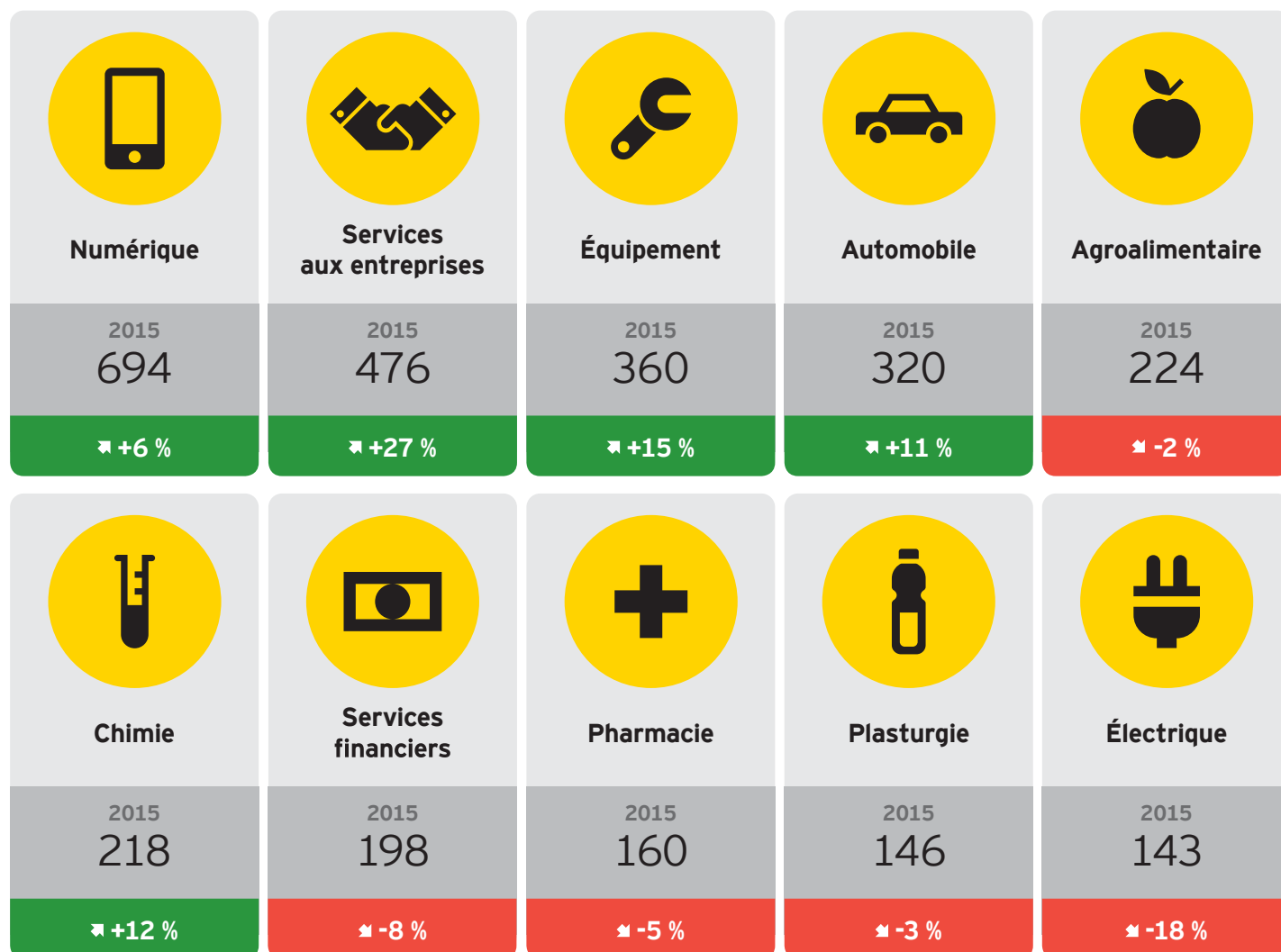
les activités tertiaires et commerciales représentent 41 % des projets d'investissement. L'Europe conserve toutefois son attractivité industrielle, puisque les sites de production restent stables avec 29 % des projets. Le maintien des activités industrielles en Europe n'est pas sans lien avec une mutation de fond de l'industrie mondiale : la tendance n'est plus (seulement) à l'implantation de grands sites visant de fortes économies d'échelle, dans des pays lointains à faibles coûts de production, mais à l'implantation de sites de taille plus modeste, plus réactifs et plus proches de leurs clients finaux.

Dans un contexte où la globalisation a atteint un nouveau palier de maturité, voyant les coûts salariaux augmenter dans les économies émergentes, cette lame de fond est appelée à se renforcer avec la révolution de l'impression 3D et de la robotisation notamment. De plus, on assiste à un mouvement de relocalisation d'activités industrielles, lié à la volonté des entreprises d'exercer un meilleur contrôle qualité sur la production.

Le numérique et les services aux entreprises

dominent la carte sectorielle de l'Europe : ils pèsent près d'un quart du total des projets attirés en 2015 sur le sol européen. Tous deux en croissance - une croissance qui atteint +27 % pour les services aux entreprises et +6 % pour le numérique - ils continuent à faire de l'Europe une place tertiaire de premier plan à l'échelle mondiale. Les géants Microsoft et IBM ont choisi d'implanter de nouveaux centres de décision et de recherche en Europe, respectivement à Copenhague et à Munich.

Principaux secteurs d'accueil de projets d'implantations internationales en Europe (2015)



Source Global Investment Monitor, EY, 2016

➔ [Retrouver toutes les données](#)

L'Europe de l'Ouest continue de dominer les flux d'investissements dans la nouvelle économie tertiaire :

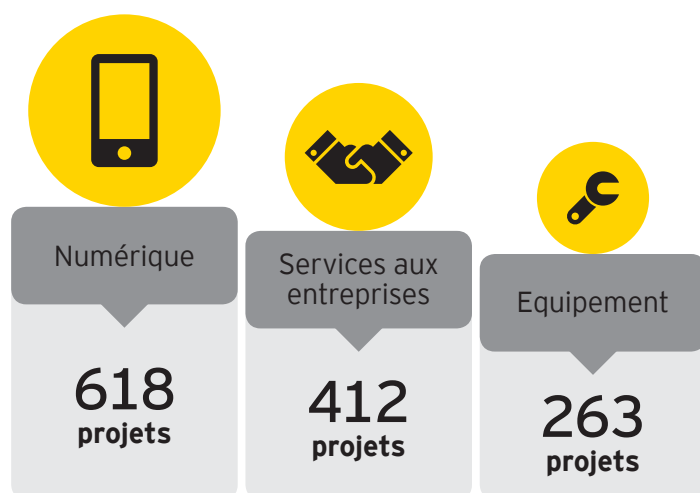
cette partie du continent capte 90 % des projets d'implantations dans le secteur numérique, par exemple. L'attractivité des pays d'Europe centrale et orientale reste largement tirée par des secteurs historiques comme l'automobile, l'agroalimentaire ou l'équipement industriel.

Certains pays voient leur modèle d'attractivité se transformer, à l'instar de la Pologne : si le 1^{er} secteur moteur reste l'automobile, il est talonné par le numérique.

Les dynamiques intra-européennes d'externalisation et d'automatisation de fonctions dont la valeur ajoutée est de plus en plus forte (de la relation client à la fonction financière) jouent en effet en faveur des implantations tertiaires dans les pays d'Europe centrale et orientale.

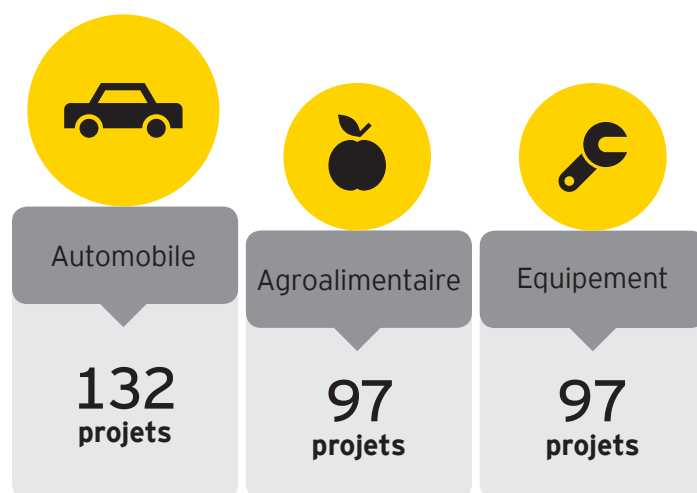
La Royal Bank of Scotland a ainsi choisi d'implanter en Pologne un nouveau centre de services partagés dédié à l'informatique et aux systèmes d'information.

Top 3 des secteurs d'accueil de projets d'implantations internationales pour l'Europe de l'Ouest (2015)



Source Global Investment Monitor, EY, 2016

Top 3 des secteurs d'accueil de projets d'implantations internationales pour l'Europe centrale et orientale (2015)



Source Global Investment Monitor, EY, 2016

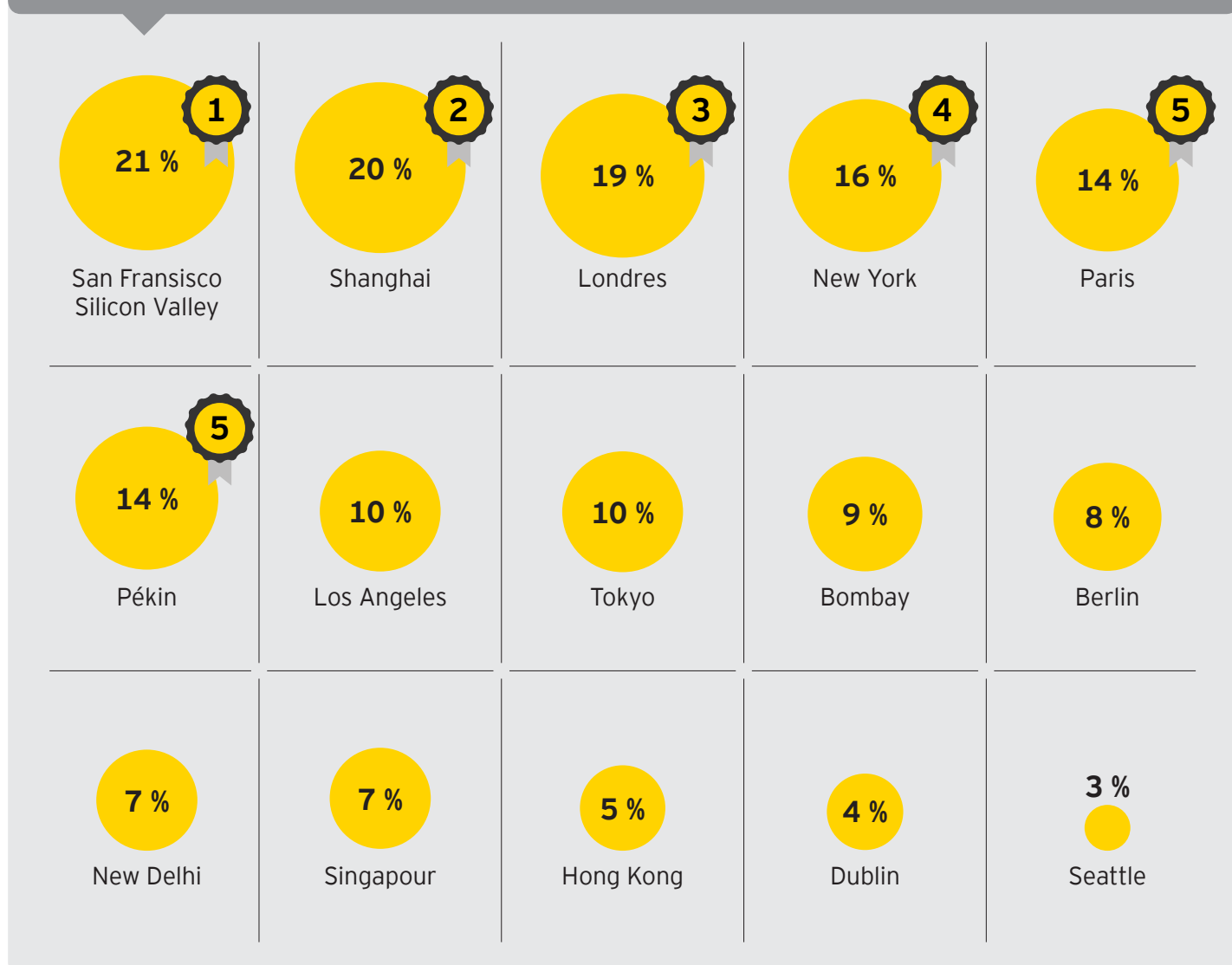
Les métropoles européennes sont-elles en perte de vitesse ?

Au classement mondial des « hot spots » de l'investissement international, la suprématie des métropoles américaines (Silicon Valley) et asiatiques (Shanghai) reste incontestée. Paris apparaît en challenger de Londres : 14 % des dirigeants interrogés la désignent

comme une des villes susceptibles de « produire le nouveau Google », contre 19 % pour la capitale britannique.

Palmarès des villes mondiales susceptibles de produire le nouveau Google selon les décideurs internationaux (2016)

Dans le monde, quelles sont les villes les plus susceptibles de produire le nouveau Google ?



Source Baromètre EY de l'attractivité du site France 2016 (205 répondants, question ouverte, 3 réponses possibles)

[Retrouver toutes les données](#)

La France joue-t-elle encore en 1^{ère} division ?

- En 2015, la France se laisse distancer par l'Allemagne et le Royaume Uni
- La situation de l'emploi s'améliore moins rapidement qu'ailleurs
- Le déficit de compétitivité et de lisibilité pèse durablement sur l'attractivité du site France
- Moins d'insatisfaction, mais peu de projets

En 2015, la France se laisse distancer par l'Allemagne et le Royaume-Uni

La « destination France » ne rebondit pas au moment même où reprend la croissance européenne, si bien que son attractivité semble rester figée : contrairement au Royaume-Uni et à l'Allemagne qui connaissent une reprise très énergique, **le nombre d'implantations internationales se révèle cette année en retrait (-2 %),** avec 598 projets annoncés en 2015.

Cette perte de vitesse s'explique notamment par une croissance économique atone, une forte contraction de l'activité industrielle, une image sociale qui reste dégradée et une difficulté persistante à réformer sa compétitivité. En nombre de projets, la France est le seul pays du Top 15 européen à enregistrer un taux de croissance négatif par rapport à 2014.

La situation de l'emploi s'améliore moins rapidement qu'ailleurs

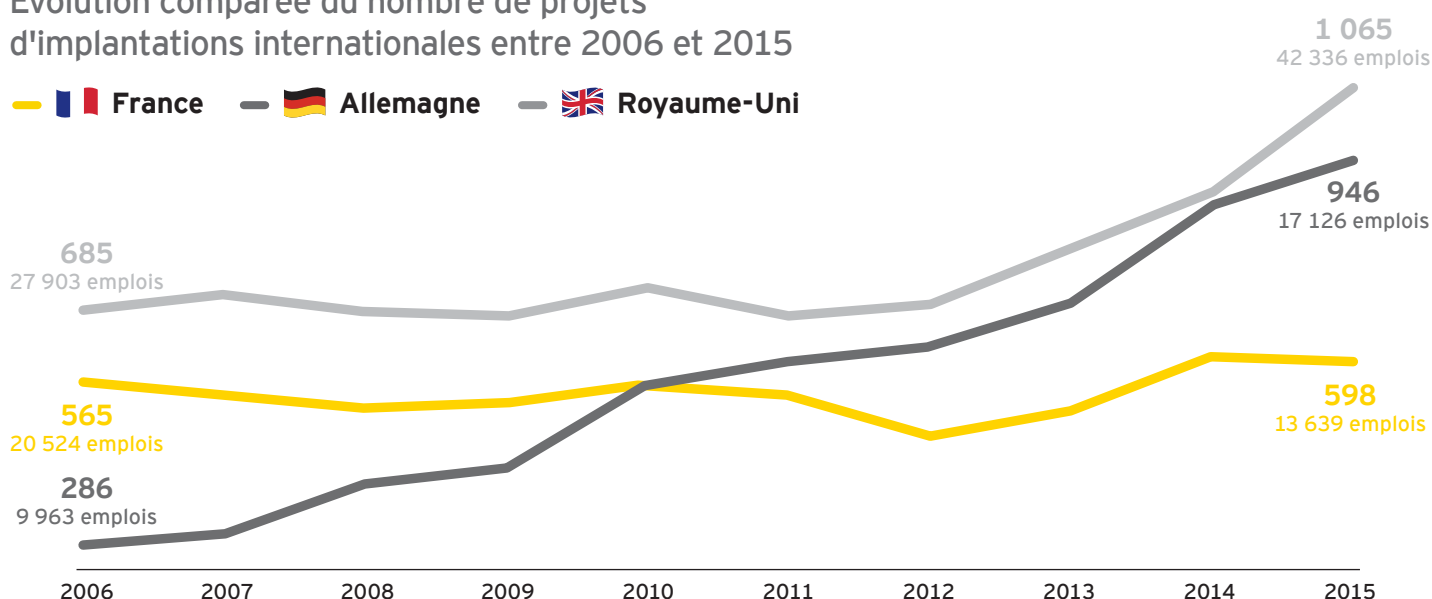
En contraste avec la relative stagnation du nombre de décisions d'investissements étrangers en France, **les emplois créés par ces projets (13 639 en 2015) augmentent de 8 %.** Ainsi, en moyenne, un investissement direct étranger porte 23 emplois en 2015, contre 21 en 2014. Un chiffre certes supérieur à celui de l'Allemagne (18 emplois en moyenne par projet), mais qui reste très inférieur à la moyenne britannique (40 emplois en moyenne par projet).

Cependant, la progression des créations d'emplois est inférieure à la dynamique européenne (+17 % en moyenne). À l'exception de la Russie, la France est dans les pays les moins dynamiques dans une conjoncture plus favorable aux investissements productifs.

C'est dans l'industrie qu'on recense les activités les plus créatrices d'emplois : avec 6 593 emplois, elle compte pour près de 48 % du total, devant les activités de service (17 %), la logistique (11 %), puis les centres de R&D (19 %). Une entreprise telle que GE représente bien ce mix d'investissements avec un nouveau centre d'excellence pour la production de turbine à vent et des investissements dans son activité « digitale », même si l'entreprise prévoit une restructuration en parallèle de ses activités françaises.

Évolution comparée du nombre de projets d'implantations internationales entre 2006 et 2015

— France — Allemagne — Royaume-Uni



Source Global Investment Monitor, EY, 2016

Le déficit de compétitivité et de lisibilité pèse durablement sur l'attractivité du site France

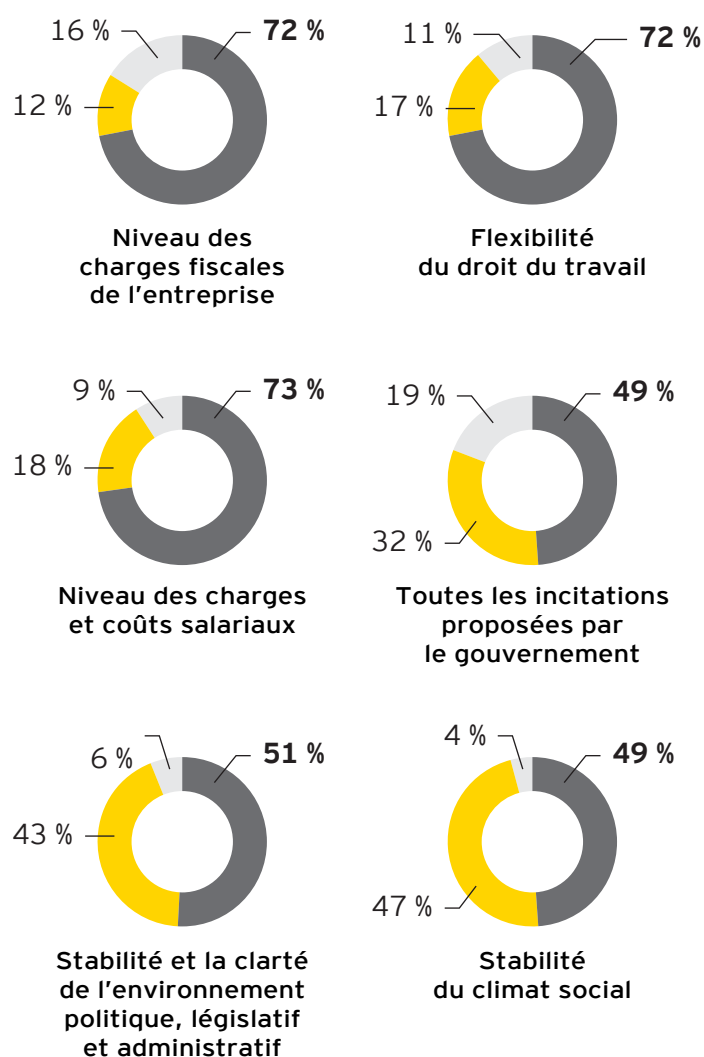
Le baromètre d'opinion réalisé auprès de 205 décideurs internationaux révèle, cette année encore, **une perception fortement dégradée de notre compétitivité-prix**, pesant lourdement sur notre attractivité. Sans surprise, 72 % des décideurs internationaux jugent la fiscalité française peu ou pas du tout attractive, et 73 % déplorent son niveau de charges sociales. La France remporte la peu envieuse 2^e place sur le podium européen des prélèvements obligatoires (44,6 % en 2015⁵), après le Danemark. En matière de coût du travail, une heure chargée coûte en moyenne 2,3 euros de plus en France qu'en Allemagne, un écart qui tend néanmoins à se réduire. Même si la main-d'œuvre française continue de se distinguer parmi les plus productives au monde, devant celle des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne, elle ne suffit pas à dynamiser son attractivité. Son défaut de compétitivité continue de pénaliser son attractivité, et ce malgré le CICE, l'assouplissement relatif du régime fiscal des impatriés ou encore la « tax4business », permettant de faciliter l'implantation avec une information fiscale multilingue et adaptée.

Le 2^e motif de « dés-attractivité » reste **l'inflexibilité du marché du travail**, avec seulement 17 % des décideurs interrogés jugeant la France attractive sur ce point. Ce handicap structurel est à appréhender dans un contexte européen où les réformes en matière de droit du travail se multiplient pour répondre aux exigences de flexibilité de l'économie moderne. Nos voisins ont ainsi fait évoluer leur droit du travail en proposant notamment des mesures de plus grande flexibilité : création du Jobs Act en Italie, réduction du coût du licenciement et création d'un nouveau CDI pour les travailleurs indépendants et les PME en Espagne, contrat « Zéro heure » au Royaume-Uni (sans garantie horaire et sans salaire minimum, néanmoins) en sont autant d'exemples.

Enfin, les investisseurs nous rappellent que la destination France fait face à **un véritable défi en matière de stabilité réglementaire et sociale**. En comparaison avec l'Allemagne, la France apparaît en net retrait sur son climat social (32 points d'écart) et sur la clarté de son environnement politique, législatif et administratif (36 points). Le pays reste « réputé » aux yeux des investisseurs pour son climat social tendu, marqué par d'importants conflits sociaux et un volume important

de mouvements de grève. D'après la fondation allemande Hans Böckler, la France arrive en tête du palmarès européen en termes de nombre de jours de grève pour 1 000 actifs. Sur le plan réglementaire, la rétroactivité de lois fiscales notamment, ne contribue pas à promouvoir un environnement des affaires stable et rassurant pour les investisseurs internationaux.

Les handicaps du site France selon les investisseurs internationaux (2016)



● Attractive ● Pas attractive ● Ne se prononce pas

Source Baromètre EY de l'activité du site France 2016 (205 répondants)

➔ [Retrouver toutes les données](#)

⁵ Loi du 29 décembre 2014 de finances pour 2015

Moins d'insatisfaction, mais peu de projets

La France suscite plus d'affection que d'adhésion.

Son rayonnement touristique et créatif, et - sans doute - le fait qu'elle ait été visée dramatiquement par le terrorisme, peuvent constituer la grille de lecture des 80 % de décideurs interrogés « plutôt » ou « très satisfaits », en augmentation de 12 points par rapport à 2014. Une hypothèse d'autant plus vraisemblable que la part des non-implantés se déclarant satisfaits de la France fait un bond de 30 points, de 45 % en 2014 à 75 % de satisfaits cette année.

Un chiffre qui témoigne de l'attachement à la France, voire d'une certaine confiance dans sa capacité à se redresser. Mais les perspectives des projets d'implantations traduisent une autre réalité : seuls 24 % des décideurs envisagent d'implanter ou d'étendre des activités en France en 2016, un chiffre en nette diminution par rapport à l'année passée (-11 points).

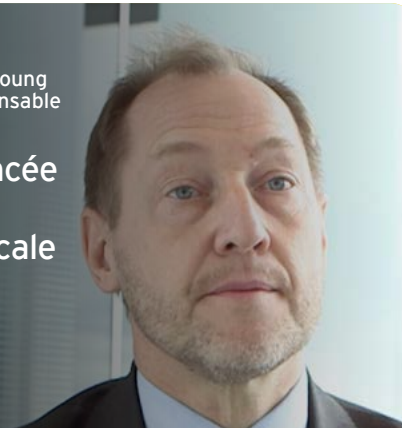
L'attachement à la France ne déclenche pas l'achat, du moins pas autant que ses voisins britanniques et allemands. **Si le *French bashing* a connu une accalmie, celle-ci n'a pourtant pas déclenché de *French buying*.**

Jean-Pierre Lieb

Avocat associé, Ernst & Young
Société d'Avocats, Responsable
Tax Policy EMEA

La France distancée en matière d'attractivité fiscale

1:33



L'attractivité du site France selon les décideurs internationaux (2016)



Diriez-vous que la France est une localisation satisfaisante ?

80 %

▲ +12 points

des répondants déclarent " OUI ".



Votre entreprise envisage-t-elle d'implanter ou d'étendre des activités en France ?

24 %

▲ -11 points

des répondants déclarent " NON ".

Source Baromètre EY de l'attractivité du site France 2016 (205 répondants)

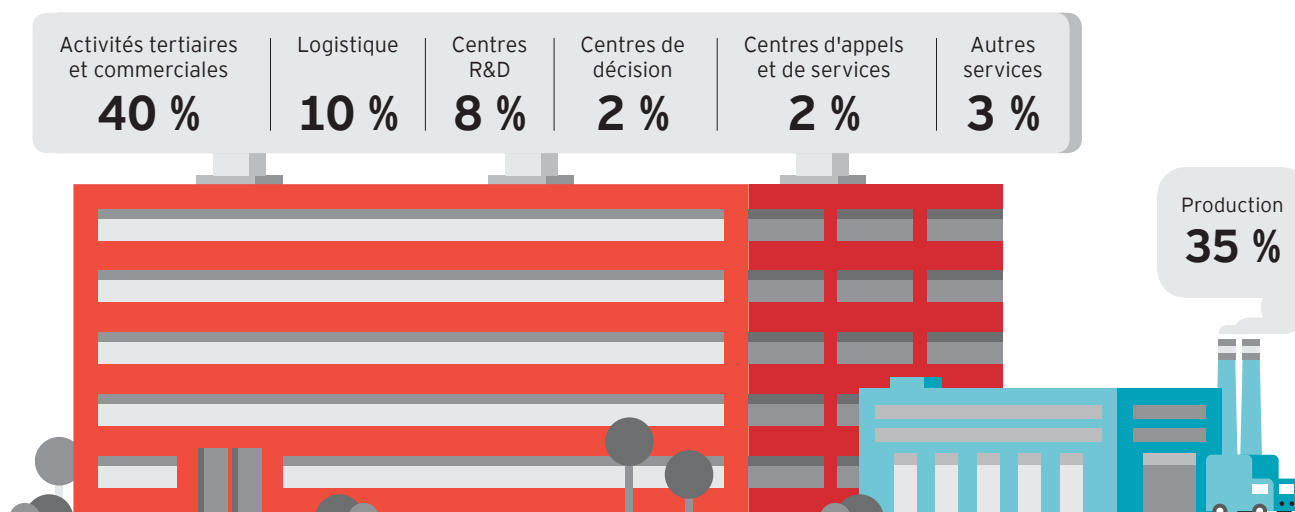
➔ [Retrouver toutes les données](#)

Le match Service-Industrie



- Les services s'imposent comme de véritables moteurs de l'investissement étranger
- Les secteurs historiques continuent d'investir la France
- Performance contrastée pour la France industrielle

Répartition des projets d'implantations internationales en France par type d'activités (2015)



Source Global Investment Monitor, EY, 2016

Les services s'imposent comme de véritables moteurs de l'investissement étranger

Conception et intégration de logiciels, services informatiques, centres de relation clients, activités d'ingénierie et de conseil, métiers des ressources humaines : avec 123 projets d'implantation, **les secteurs de l'économie digitale et des services aux entreprises représentent plus de 20 % du total** d'implantations internationales sur notre territoire en 2015.

Mais c'est au regard des activités de services que la transition est la plus marquante : en 2015, la France attire avant tout des agences commerciales et des bureaux de représentation, issus de tous secteurs. Ces fonctions représentent 40 % du total des implantations en 2015. Généralement de taille modeste (10 emplois en moyenne), elles sont en revanche à 80 % des nouvelles implantations, qui viennent compléter ou régénérer les quartiers d'affaires et parcs d'activités d'Ile-de-France et des grandes agglomérations.

Si les services (agences commerciales, centres de services et de contacts...) tirent son attractivité avec 43 % des projets d'implantations, la France accuse toutefois un retard par rapport au reste du continent qui a opéré plus tôt sa transition tertiaire : 47 % des implantations en Europe s'effectuent dans des activités tertiaires, et même 51 % des projets britanniques et 62 % en Allemagne.

Dans les économies occidentales, le risque de décalage entre le besoin et l'offre de compétences est réel : aux États-Unis, en 2015, 60 % des nouveaux métiers demandent des compétences que seulement 20 % de la population possède⁶. La capacité de la France à former ses talents aux métiers de la nouvelle économie tertiaire constitue une des clés pour continuer à attirer les investisseurs internationaux dans ce domaine. Notre système éducatif devra évoluer pour adapter l'offre de formation – à la fois initiale et continue – aux nouveaux métiers.

Anaplan

Entreprise californienne fondée il y a 9 ans, **Anaplan** a choisi d'implanter son deuxième centre de R&D européen à Paris, le premier étant situé au Royaume-Uni. **Anaplan** a développé une plateforme de partage de données dans le *cloud* qui permet aux entreprises un pilotage plus efficient de leur business.

⁶ Talent Acquisition Forecast 2015, Qualigence, 2014

Les secteurs historiques continuent d'investir la France

La cartographie sectorielle de l'attractivité française révèle cependant le rôle majeur joué par ses industries historiques. Si les deux premiers secteurs qui tirent l'attractivité du pays relèvent du tertiaire, les investissements industriels continuent à s'exprimer.

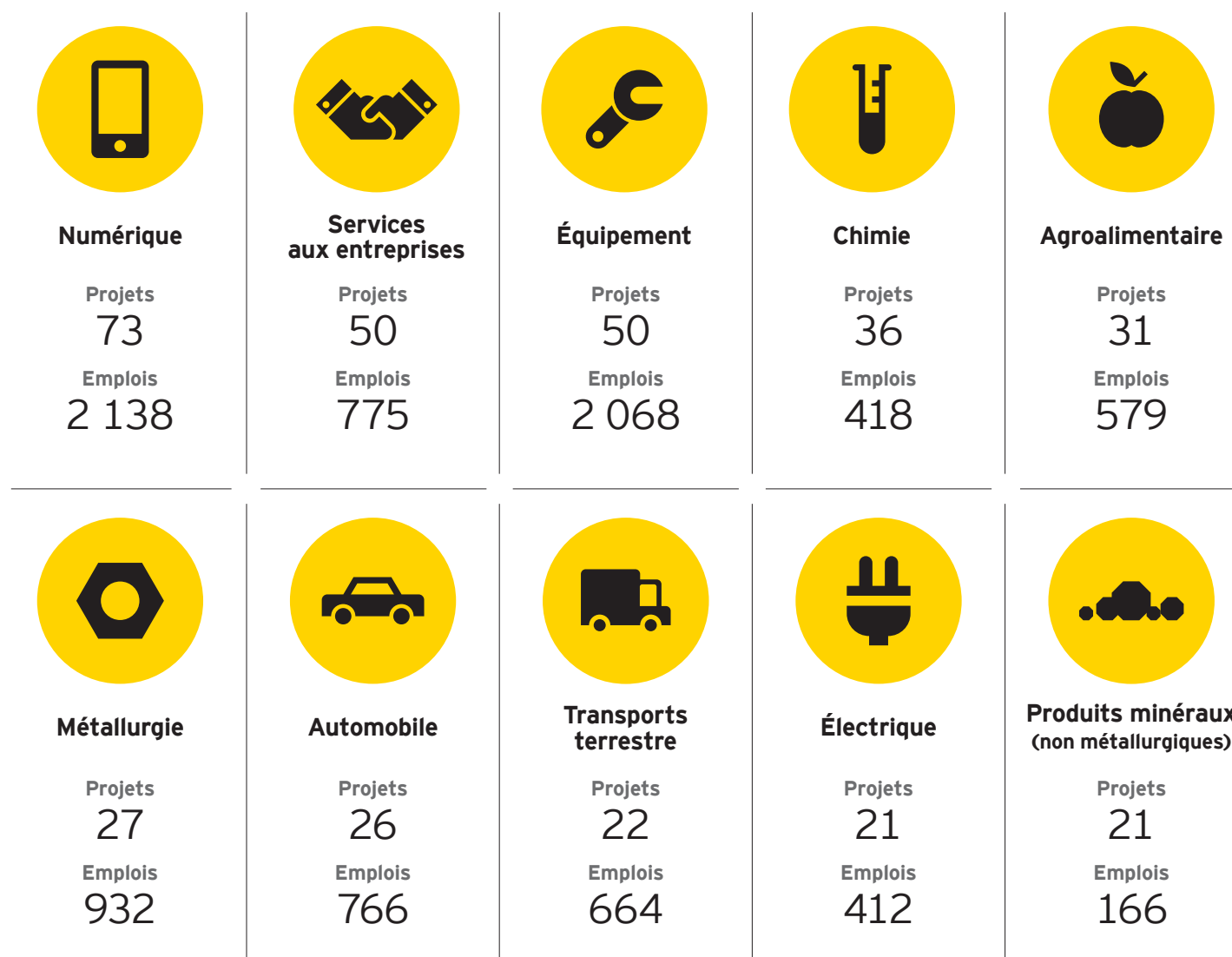
Les spécialistes de la machinerie agricole (avec l'implantation de Claas notamment), les équipementiers généralistes (Siemens, Bosch) ou encore les équipementiers spécialisés dans l'aérospatial (Kuka Aerospace) ont ainsi fait le choix de la France en 2015. Le secteur français de la chimie continue d'attirer quant à lui de grands groupes mondiaux, aussi bien spécialisés dans le B2C (à l'instar d'Unilever qui étend son site de fabrication) que dans le B2B avec des géants comme Dow Chemical, un des plus grands fabricants de plastiques au monde. Le secteur de l'agroalimentaire continue à peser, grâce à la confiance renouvelée de grands comptes comme Cargill. De nouveaux profils d'investisseurs émergent, tel ce groupe pharmaceutique japonais qui développe en France la fabrication de produits diététiques.

D'autres secteurs à dominante industrielle racontent en revanche une autre histoire : celle de la diminution des capacités productives en France à la faveur de pays plus compétitifs. L'électronique est ainsi en perte de vitesse depuis 15 ans, son poids dans le total des implantations ayant été divisé par 3 entre 2001 et 2015 (de 9 % en 2001 à 3 % en 2015). L'automobile est également un secteur en recomposition, avec un poids dans les implantations internationales en déclin depuis 15 ans.

Au-delà de l'aspect quantitatif, on observe une mutation intéressante dans la chaîne de valeur des emblèmes de l'histoire industrielle française : ils font de plus en plus la part belle aux fonctions à plus forte valeur ajoutée (recherche, test, design), mais aussi aux activités automatisées et peu consommatrices de main-d'œuvre (logistique ou « logistrielle », par exemple). À l'instar de Siemens, qui a choisi en 2015 d'ajouter à ses activités de fabrication, développement et maintenance, le siège mondial de métros automatiques clés en main de la gamme Val à Toulouse.

Le visage
industriel de la France
se transforme
avec davantage
de haute valeur
ajoutée, mais aussi
des activités plus
automatisées

Principaux secteurs d'accueil de projets d'implantations internationales en France (2015)



Source Global Investment Monitor, EY, 2016

➔ [Retrouver toutes les données](#)

Marc Lhermitte
Associé, EY

Quelles sont les surprises du Baromètre de l'Attractivité 2016 ?

03:14




Performance contrastée pour la France industrielle

La France parvient en 2015 à maintenir son leadership sur l'implantation ou l'extension de sites de fabrication.

Avec 212 projets, elle accueille 40 % de projets industriels de plus que l'Allemagne (142 projets) et devance aussi le Royaume-Uni (183 projets) et la Russie (153 projets).

Deuxième économie européenne, plateforme logistique au cœur de l'Europe, et forte de grandes filières riches de donneurs d'ordre d'envergure mondiale, la France continue à séduire les implantations industrielles.

Top 5 européen pour l'accueil de projets industriels (2015)

Projets

Emplois

Cliquer sur un onglet pour activer les données

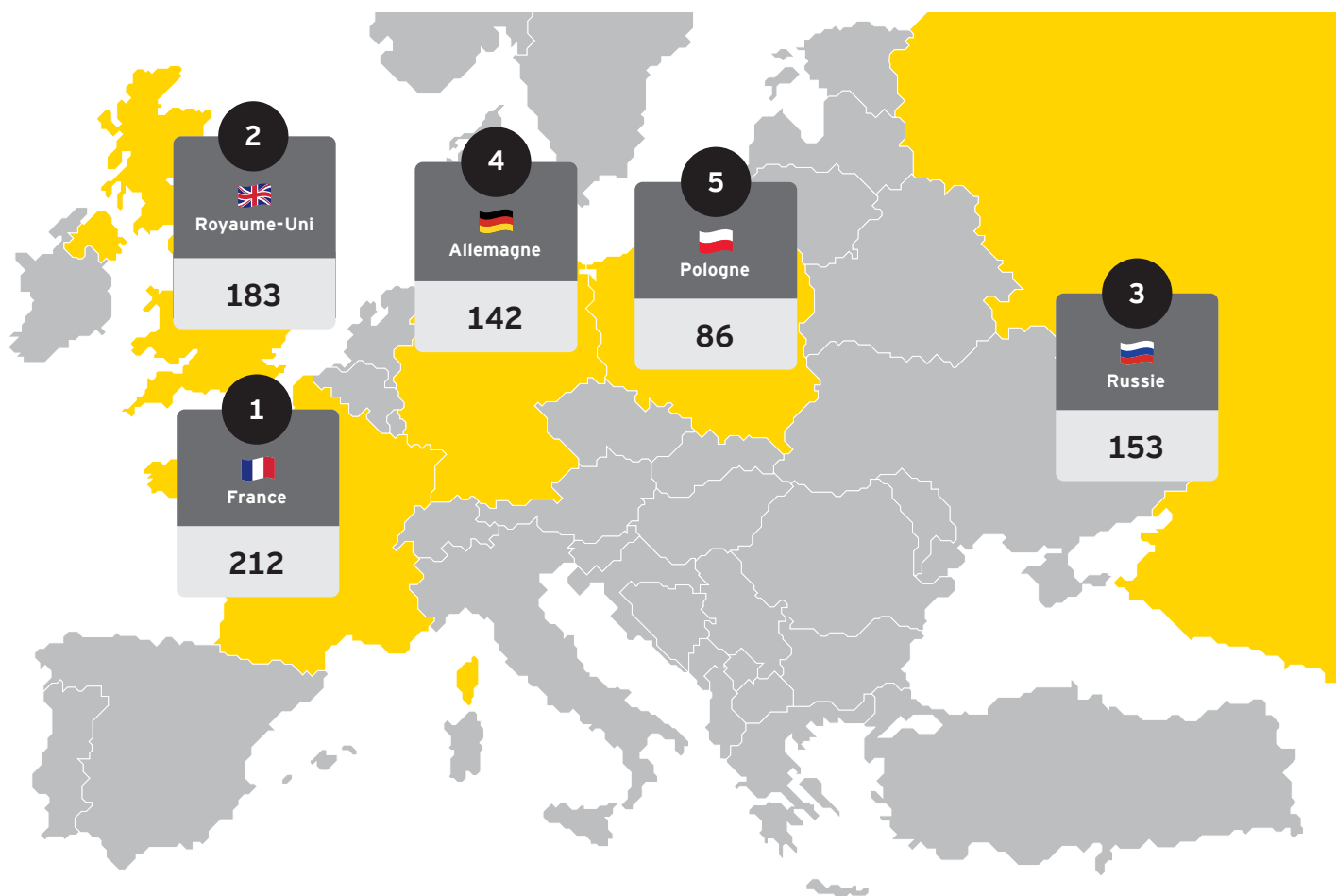
Le tableau s'assombrit si l'on élargit la perspective : avec un nombre de projets inférieur à celui de l'année passée, une grande majorité d'extensions de sites existants, et des emplois qui ne suivent pas, l'attractivité industrielle de la France reste challengée. Les implantations ou extensions de sites diminuent de 8 % par rapport à l'année dernière (ce sont les extensions qui sont les plus touchées) et amorcent une inflexion inquiétante.

Christophe Catoir

Président du Groupe Adecco en France

Quels défis et opportunités pour les nouveaux visages de l'attractivité française ?

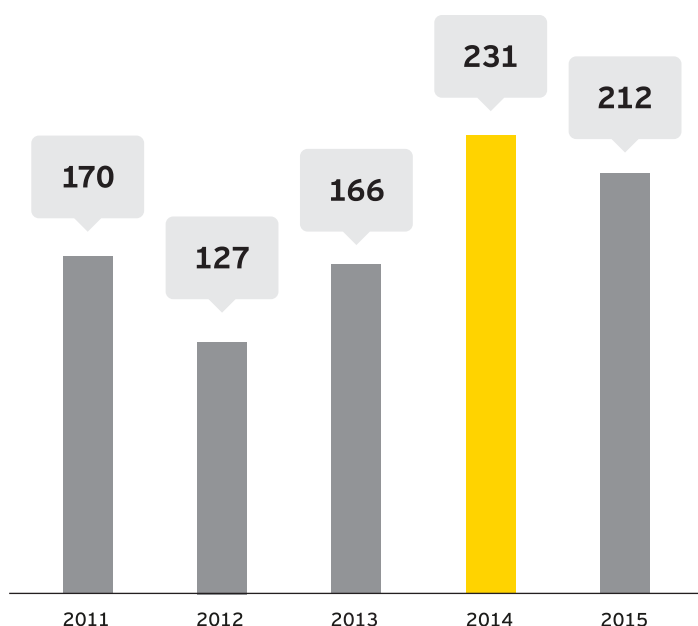
02:01



Source Global Investment Monitor, EY, 2016

➔ [Retrouver toutes les données](#)

Évolution du nombre de projets d'investissements étrangers industriels en France (2011 - 2015)



Source Global Investment Monitor, EY, 2016

À l'inverse du Royaume-Uni, la France attire la majorité de ses investissements manufacturiers d'Europe, alors que le Royaume-Uni voit 57 % des implantations productives provenir d'Asie ou des États-Unis. Le Royaume-Uni tournerait-il déjà le dos à l'Europe ?

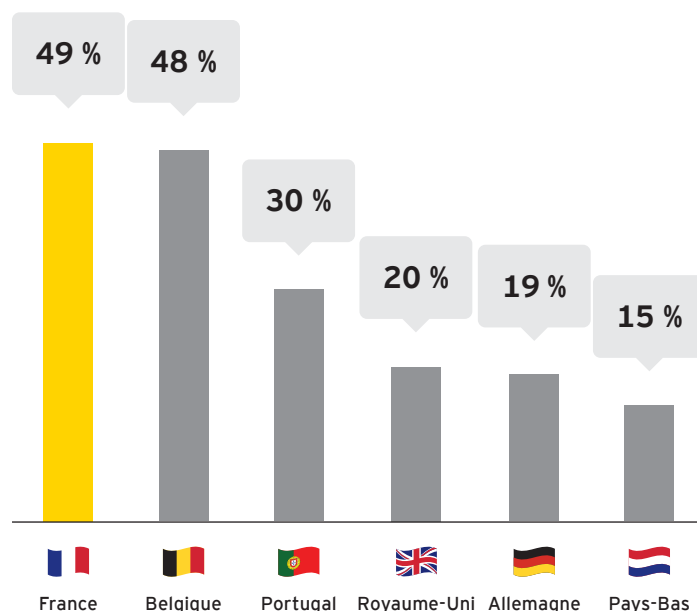
S'ils sont plus nombreux, les projets industriels accueillis en France sont en revanche deux fois moins pourvoyeurs d'emplois que chez nos voisins britanniques. Malgré la création de nouvelles implantations par de grands industriels internationaux, comme Mecaplast ou Fuji Electric, les projets sont à 81 % des extensions d'unités existantes. Ils créent en moyenne 31 emplois, un chiffre en augmentation par rapport à 2014 (25 emplois).

Le manque de flexibilité et le coût du travail ont raison des vrais « greenfields » industriels et poussent les investisseurs à la prudence. Ceux-ci s'inscrivent davantage dans un mouvement de maintien et de restructuration de leur présence plutôt que dans un développement franc et massif de la production en France.

En effet, ce flux de projets entrants s'accompagne d'un nombre de délocalisations et de suppressions de sites qui reste élevé. L'Observatoire de l'Investissement (Trendeo) a comptabilisé 46 fermetures de sites industriels d'entreprises à capitaux étrangers en 2015. Au total, il dénombre 217 fermetures de sites de production en France en 2015, un chiffre en diminution par rapport à 2014 (256 fermetures).

Pour l'avenir, les dirigeants interrogés affichent leur confiance et s'accrochent à cette France industrielle, avec près de la moitié d'entre eux (49 %) qui envisage d'y développer une activité de production : un score inégalé dans les autres pays couverts par le baromètre. Au-delà d'un attachement historique, ce résultat n'est pas sans lien avec la qualité de nos infrastructures logistiques (78 % des dirigeants la plébiscitent) et le haut niveau de qualification (72 %).

Parmi les investisseurs internationaux prêts à développer des activités dans chaque pays, part des investisseurs souhaitant implanter des projets industriels (2016)



Source Baromètre EY de l'attractivité dans 6 pays, 2016

Les nouveaux visages de la France

- En accueillant deux fois plus de centres R&D en 2015, la France tente de rattraper son retard et s'affiche au 5^e rang mondial
- Le numérique est le 1^{er} secteur d'investissement étranger
- La France récolte les fruits de son soutien à l'entrepreneuriat
- L'attractivité au-delà du périphérique

En accueillant deux fois plus de centres R&D en 2015, la France tente de rattraper son retard et s'affiche au 5^e rang mondial

La France s'affirme comme le 5^e pays le plus attractif au monde pour les projets de centres de R&D en 2015.

Avec 45 projets, la France double le nombre de projets de centres de R&D par rapport à 2014. Toutefois, ces bons résultats doivent être nuancés : tout d'abord, parce que la contre-performance de 2014 impose une lecture en forme de « rattrapage ». Ensuite, parce que les performances de ses concurrents sont là aussi meilleures : la France se classe derrière le Royaume-Uni, qui attire deux fois plus de projets de centres de R&D (100 projets).

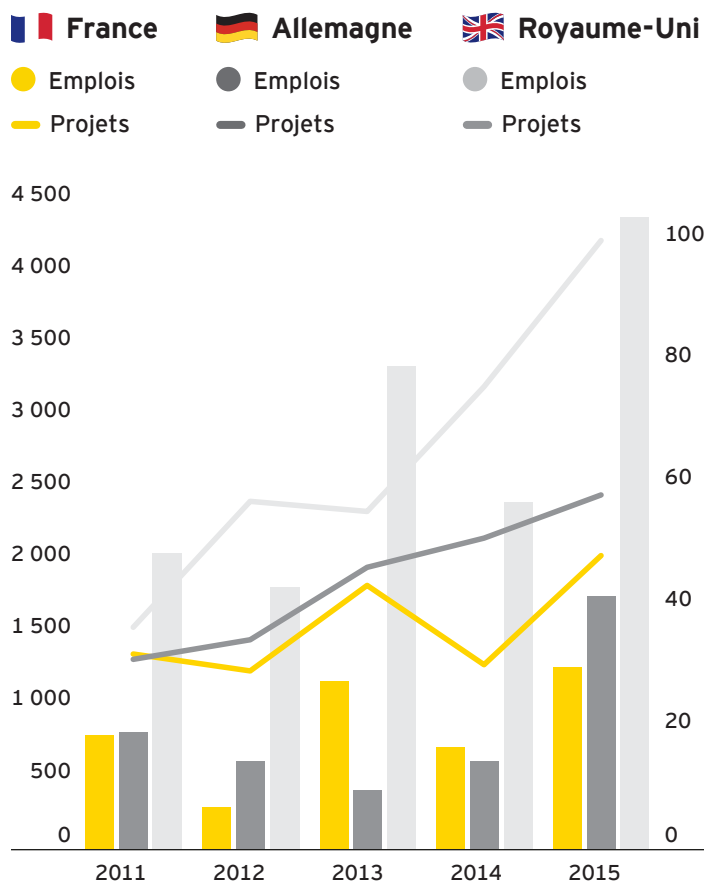
Top 5 des pays pour l'accueil de projets de centres de R&D dans le monde (2015)

	Projets
1  Royaume-Uni	100
2  Inde	89
3  États-Unis	69
4  Allemagne	55
5  France	45

Source Global Investment Monitor, EY, 2016

On peut penser que la performance britannique est en partie due à la mise en place de mesures incitatives en faveur de l'innovation : « super-déduction » des charges afférentes à la R&D, régime optionnel, mise en place de la « *patent box* » en 2013 (application d'un taux d'imposition de 10 % sur les bénéfices tirés de l'usage des droits de propriété intellectuelle dûment reconnus, dont les brevets). Par ailleurs, contrairement à celle de nos rivaux, la politique menée par la France reste insuffisamment ciblée et affirmée, voire pas assez offensive. L'impact sur le long terme de ce décalage français risque d'être lourd : les centres de recherche participent de l'influence économique mondiale du pays.

Évolution du nombre de projets et d'emplois des implantations internationales de centres de R&D en France, au Royaume-Uni et en Allemagne (2011-2015)



Source Global Investment Monitor, EY, 2016

Cette performance est corroborée par l'opinion des dirigeants qui reconnaissent à la France des atouts distinctifs : **la capacité d'innovation et de recherche** constitue son premier atout pour renforcer son rôle dans l'économie mondiale. La capacité du pays à **former et attirer les talents** est également reconnue comme un atout stratégique. Avec 3,6 % des publications scientifiques, la France se situe au 6^e rang mondial⁷. Elle est par ailleurs en 8^e position mondiale pour le nombre de chercheurs et au 7^e rang mondial pour le nombre de chercheurs comparé au nombre d'actifs⁸. Les dispositifs incitatifs mis en place par les pouvoirs publics en faveur de la recherche (à l'instar du CIR) jouent aussi un rôle dans l'attractivité du site France pour les centres de R&D.

⁷ L'état de l'enseignement supérieur et de la recherche en France, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, 2014

⁸ Rapport sur l'état de l'emploi scientifique du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, 2014

Les atouts qui permettent à la France de renforcer son rôle dans l'économie mondiale selon les décideurs internationaux (2016)

Sa capacité d'innovation et de recherche

37 %

Son rayonnement touristique

31 %

Ses spécificités sectorielles fortes

30 %

Son accessibilité internationale et ses infrastructures

25 %

Sa capacité à former et attirer des talents

23 %

Son état d'avancement dans la transition énergétique et environnementale

22 %

Ses réformes en matière de compétitivité

21 %

Les éléments contribuant à la qualité de vie

20 %

La création d'entreprise et l'entrepreneuriat

18 %

Une économie de service

16 %

Son état d'avancement dans la transition numérique

15 %

Ses grands groupes

10 %

Source Baromètre EY de l'attractivité du site France 2016

La capacité d'innovation de la France attire en particulier les entreprises américaines qui dominent le palmarès des investisseurs innovant sur notre territoire : ils sont à l'origine de 42 % du total des projets (contre 22 % en 2014), devant l'Allemagne (11 %) et le Canada (9 %). Les projets de centres de R&D sont essentiellement dans le secteur du numérique, avec 1/3 du total des projets d'implantations, devant l'électronique (13 %), et la chimie (11 %).

Le numérique est le 1^{er} secteur d'investissement étranger

Dans la France de 2015, **le numérique arrive une nouvelle fois en tête des secteurs de l'investissement international, et devance les services aux entreprises et l'équipement industriel.** L'industrie digitale (conception et édition de logiciels, développement de plateformes web, e-marketing, services informatiques) confirme ainsi son rôle moteur dans l'attractivité du pays, en maintenant son score de 2014 avec 73 projets en 2015. Avec 12 % des implantations internationales, la filière surperforme sa part du PIB (5,5 %)⁹. L'économie numérique est considérée par 15 % des décideurs internationaux comme le 1^{er} levier de croissance de la France.



JFrog

En 2015, l'israélo-américain JFrog, éditeur leader d'outils et technologies spécialisés dans l'optimisation de la productivité des cycles de développement logiciel, a choisi d'implanter son siège européen à Toulouse.

Le numérique, déjà fortement pourvoyeur d'emplois en 2014, a connu une progression spectaculaire : de 1 167 emplois en 2014, il a créé 2 138 emplois en 2015, soit 16 % du total tous secteurs confondus.

⁹ Service d'information du Gouvernement, données INSEE, mars 2015

En dépit de ces chiffres encourageants, ce secteur ne parvient pas à changer d'échelle au niveau européen comme au niveau mondial. Si le numérique est le 1^{er} secteur pourvoyeur de projets en France, il en est de même chez nos concurrents européens, qui se révèlent d'ailleurs plus attractifs. Le Royaume-Uni confirme sa place de leader en 2015 avec 219 projets, et l'Allemagne creuse l'écart avec la France en attirant plus de 161 projets d'implantations. Nos concurrents nous dépassent également en termes d'emplois créés (3 405 en Allemagne et 5 292 au Royaume-Uni).

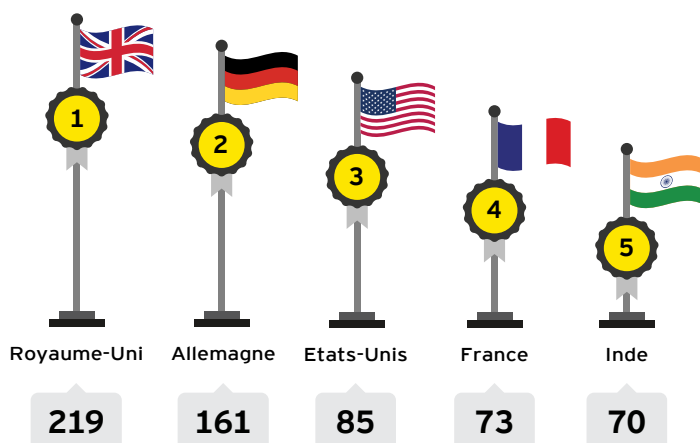
Top 3 des pays européens pour l'attractivité de projets d'implantations internationales dans le numérique (2015)

		Projets	Emplois
1	 Royaume-Uni	219	5 292
2	 Allemagne	161	3 405
3	 France	73	2 138

Source Global Investment Monitor, EY, 2016

Au niveau mondial, la France arrive en 4^e position des pays en termes d'investissements dans le domaine du numérique, derrière le Royaume-Uni, l'Allemagne et les États-Unis, mais ne figure qu'en 11^e place en matière d'emplois créés, derrière de nombreux pays émergents très compétitifs.

Top 5 des pays d'accueil de projets d'implantations internationales dans le numérique dans le monde (2015)



Source Global Investment Monitor, EY, 2016

L'économie numérique est multiforme : au-delà du développement de logiciels, la réflexion sur du numérique doit aussi s'élargir aux industries culturelles et créatives, aux applications industrielles, ou encore au e-commerce, qui touchent de très nombreux secteurs. En effet, les investissements dans l'économie numérique peuvent prendre deux formes : un investissement industriel, avec la recherche d'une capacité d'innovation ou de production, ou bien un investissement de type commercial reposant sur l'implantation de fonctions marketing, dont l'objectif est de profiter du vivier français de 65 millions de consommateurs.

Cette seconde catégorie est marquée, en 2015, par des implantations révélatrices de la transformation numérique en cours, à l'instar de Deliveroo et Uber. Si les services qu'ils proposent restent « classiques » (transport automobile de passagers, livraison de repas), leur disruption numérique est le fondement de leur succès commercial et de la croissance des investissements.

Deliveroo

Arrivée en avril 2015 en France, la start-up britannique de livraison de repas à franchi, en mars 2016, le million de commandes. Présente dans 8 villes, Deliveroo y emploie une centaine de personnes. Le millier de restaurants partenaires bénéficie d'une visibilité améliorée grâce à la plateforme en ligne, qui leur permet d'augmenter leur chiffre d'affaires de 15 à 30 %.

La France fait partie des plus gros marchés actuels ou à conquérir pour les nouveaux champions du numérique TUNA (Tesla, Uber, Netflix, Airbnb). Ces entreprises sont parvenues à créer de réelles places de marché - en revanche les créations d'emplois associées font encore débat. Si les créations d'emplois directes sont peu nombreuses, elles créent un nouvel écosystème de l'emploi basé sur des « freelancers » - marquant parfois le retour à l'activité de personnes éloignées de l'emploi, et souvent la diffusion d'une envie d'entreprendre. Flexibilité du droit du travail, fiscalité... les faiblesses structurelles de la France aux yeux des investisseurs étrangers nuiront-elles au développement de cette nouvelle économie digitale ?

Le projet de GE Digital d'implanter un centre de R&D constitue une réelle opportunité pour la France numérique... au-delà du nombre d'emplois (d'ailleurs significatif), c'est la qualité des emplois qui est remarquable. Ce type de projets internationaux peut permettre à la France d'opérer plus rapidement sa transition économique vers l'ère du numérique.

La France récolte les fruits de son soutien à l'entrepreneuriat

La France est reconnue par les décideurs internationaux pour sa capacité à encourager la création de start-ups. Le soutien public y est jugé favorablement par près de la moitié (44 %) des décideurs. Fait notable : le rayonnement de la France numérique dépasse donc nos frontières. La satisfaction est encore plus prononcée pour les investisseurs non-établis en France (54 % de perceptions favorables contre 40 % pour les investisseurs établis).

Les start-ups françaises participent au rayonnement international du pays : au Consumer Electronics Show de Las Vegas de janvier 2016, la France constituait la 3^e délégation mondiale et la 2^e en nombre de start-ups derrière les États-Unis. 24 d'entre elles ont remporté 32 Innovation Awards. La France possède aussi quelques pépites dont les succès, tant en termes de montants levés que de visibilité, sont particulièrement prometteurs : Critéo, SigFox, Teads ou Blablacar participent au rayonnement de la France numérique. Blablacar, qui s'était déjà distinguée l'année dernière par une levée de fonds record de 100 M\$ (73 M€), domine à nouveau le palmarès en 2015 avec une levée spectaculaire de 177 M€, saluée

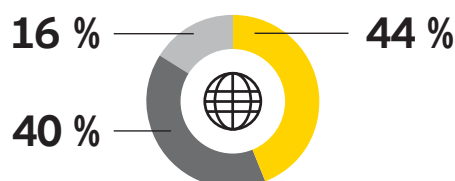
dans un tweet du Ministre de l'économie : « Bienvenue chez les (très) grands. Et bravo ! ». Valorisée à 1,6 Md\$, la start-up a rejoint le club très prisé des 147 « licornes » du monde.

Par ailleurs, **la France parvient de mieux en mieux à faire décoller ses jeunes pousses**, comme le confirme le baromètre EY sur le capital risque en 2015 :

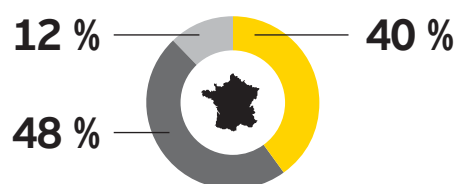
nos start-ups ont levé deux fois plus de fonds en 2015 qu'en 2014; en revanche le ticket moyen reste 2 fois inférieur à celui du Royaume-Uni, positionnant la France à la 3^e place de ce match, derrière l'Allemagne également. Les start-ups s'inscrivent largement dans une économie internationalisée : en moyenne, le « venture capital » étranger investit à hauteur de 25 % dans nos start-ups, même si l'accès aux marchés publics et les liens avec les grands groupes restent à renforcer.

L'efficacité de la politique de soutien à la création de start-ups en France selon les décideurs internationaux (2016)

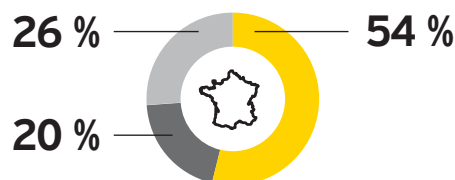
Ensemble



Implantés



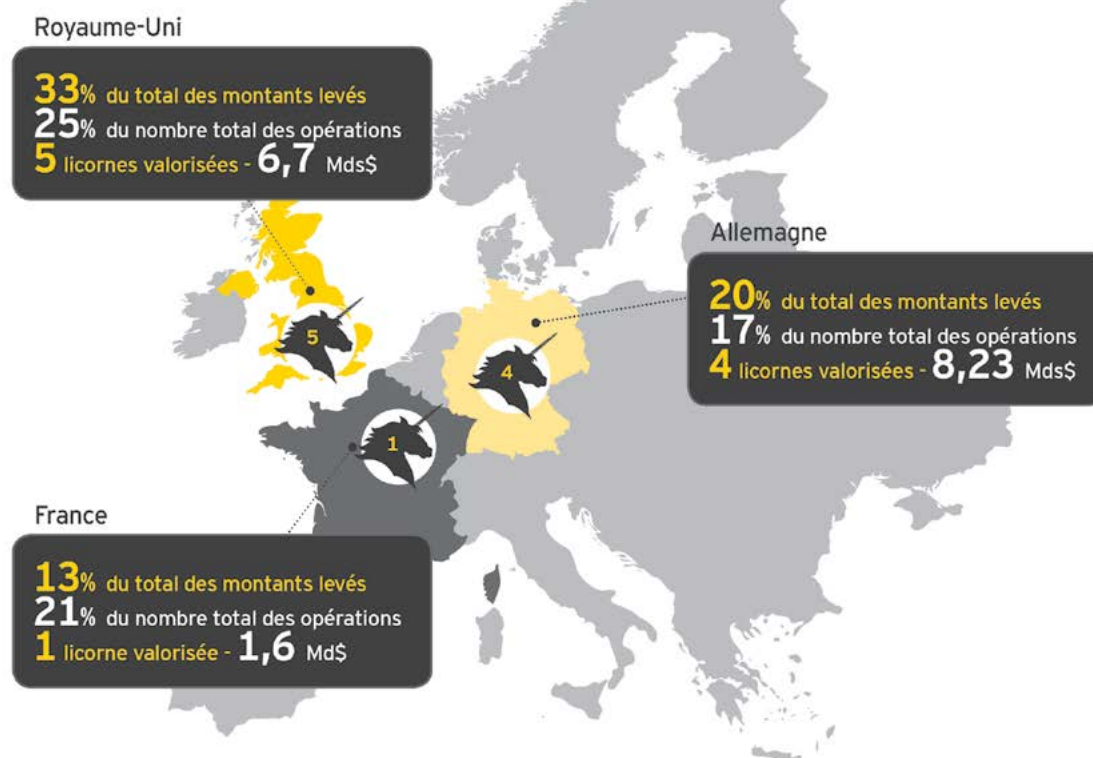
Non implantés



● Efficace ● Pas efficace ● Ne se prononce pas

Source Baromètre EY de l'attractivité du site France 2016

Top 3 des investissements au sein de l'UE (2015)



Source Baromètre EY du capital risque, rapport annuel 2015

En 2015, la France a sorti le grand jeu pour attirer les start-ups internationales en lançant l'initiative French Tech Ticket. Le programme a déjà permis d'accueillir 50 entrepreneurs internationaux, en leur offrant un accompagnement privilégié : aide à l'installation, hébergement de la start-up, Help Desk, et même un prix allant jusqu'à 12 500 €. En 2017, ce sont 200 entrepreneurs qui devraient être accueillis.

Au-delà du soutien aux start-ups, les pouvoirs publics diversifient les dispositifs de soutien à l'innovation. La France arrive ainsi en 1^{ère} position des pays offrant la fiscalité de la R&D la plus avantageuse pour les entreprises¹⁰, et le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) constituait en 2013 le dispositif de financement de l'innovation le plus plébiscité par les entreprises européennes¹¹ ainsi que par les entreprises interrogées dans le cadre de l'étude EY sur l'efficacité des aides publiques aux entreprises. Le CIR représente en 2015 5,3 Mds€ d'aide aux entreprises investissant dans la R&D et l'innovation, majoritairement des PME dans le secteur de l'industrie. Outre le CIR, le Crédit d'Impôt d'Innovation (CII) constitue un autre dispositif fiscal particulièrement incitatif. Toutefois, les performances supérieures du

Royaume-Uni et de l'Allemagne interrogent aujourd'hui sur ces dispositifs : sont-ils encore adaptés ? Nous rendent-ils vraiment plus compétitifs que nos voisins ?

Par ailleurs, la France se place au 4^e rang européen en matière de dépôts de brevets, avec 11 000 demandes de brevets européens en 2015 et une augmentation de 15 % des délivrances (5 433 brevets accordés¹²), notamment dans le domaine des technologies médicales.

¹⁰ Tableau de bord de l'OCDE de la science, de la technologie et de l'industrie, 2013

¹¹ 9^e baromètre européen de l'innovation

¹² Office Européen des Brevets

L'attractivité au-delà du périphérique

En 2015, le poids de l'Ile-de-France dans l'attractivité du pays se maintient : un peu plus d'1 projet d'implantation sur 4 s'y implante. En revanche, la région capitale ne pèse que 17 % des emplois créés (contre 27 % des projets) en 2015. Ce différentiel de près de 10 points est lié à la nature des projets : Paris accueille davantage d'activités de services (80 % des projets concernent des activités tertiaires et commerciales), moins génératrices d'emplois.

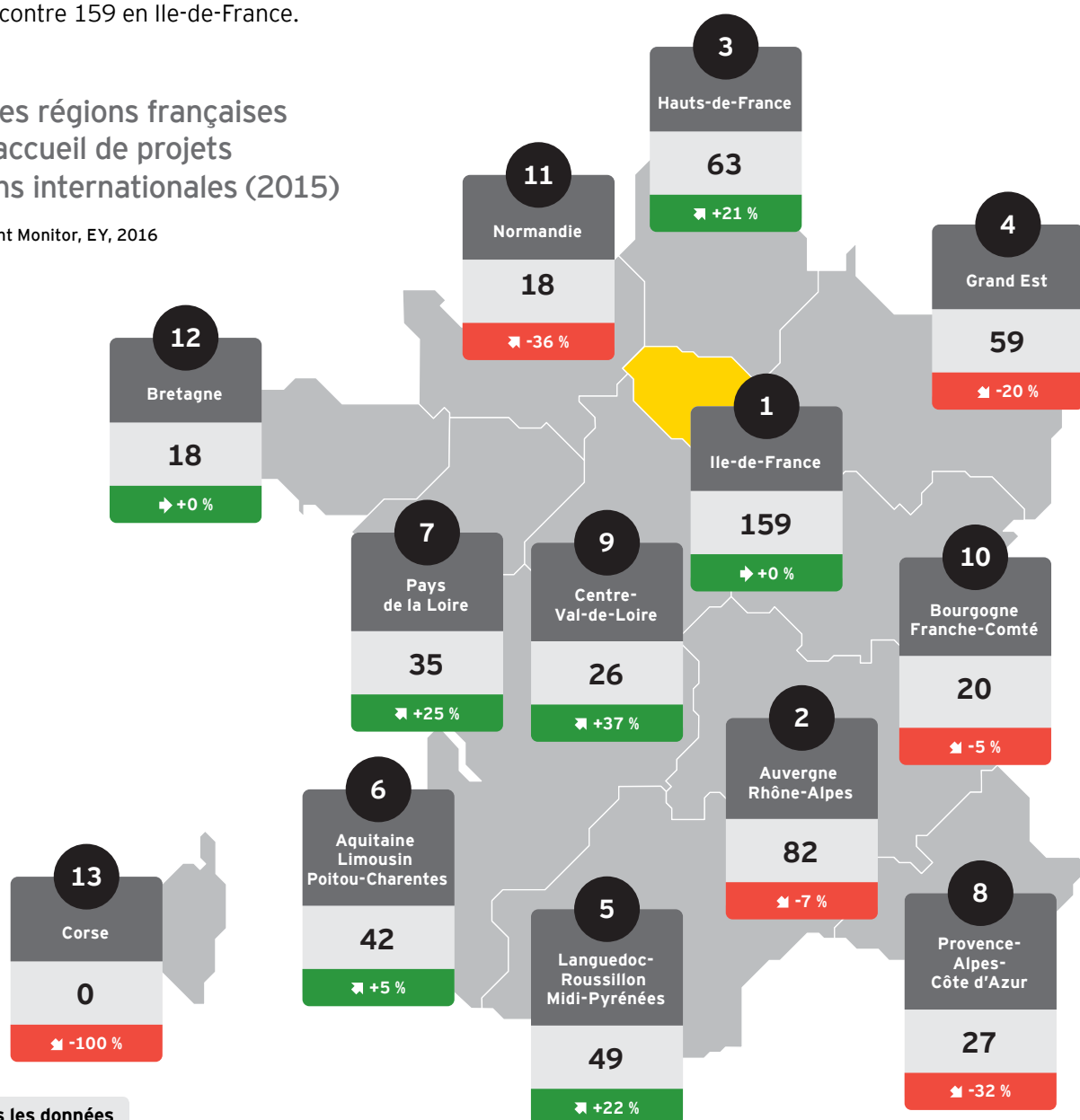
Suite à la refonte de la carte régionale, les nouvelles grandes régions telles qu'Auvergne Rhône-Alpes et Hauts-de-France apparaissent comme de vrais challengers de l'Ile-de-France, avec respectivement 82 et 63 projets, contre 159 en Ile-de-France.

Toutes deux concentrent ainsi près d'un quart du total des projets d'implantations du pays. Tandis que la région Hauts-de-France connaît une très forte croissance (+21 %), la région Auvergne Rhône-Alpes connaît une relative diminution (-7 %) de son attractivité internationale.

Avec la région Hauts-de-France, quatre autres régions voient leur attractivité augmenter en 2015 : Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées et les régions du Grand Ouest (Aquitaine Limousin Poitou-Charentes, Pays de la Loire, Centre Val-de-Loire). La Bretagne et l'Ile-de-France sont stables, tandis que 6 régions connaissent une diminution.

Classement des régions françaises en matière d'accueil de projets d'implantations internationales (2015)

Source Global Investment Monitor, EY, 2016



➔ Retrouver toutes les données

La perception des investisseurs internationaux des métropoles françaises confirme **Lyon comme 1^{ère} métropole challenger de Paris**, loin devant les autres agglomérations, avec 47 % de perceptions positives. Ce score est néanmoins en nette diminution par rapport à l'année dernière, avec des opinions positives qui montaient jusqu'à 61 %. Toulouse semble tirer son épingle du jeu, en revenant pour la première fois depuis 2013 en 2^e position alors que Marseille chute en 3^e position. La réalité des projets d'implantations en 2015 confirme la perception des décideurs internationaux : Lyon et Toulouse s'imposent sur les 2^e et 3^e marches du podium national.

Classement des métropoles régionales challengers de Paris, les plus dynamiques, qui seront les villes entrepreneuriales de demain selon les décideurs internationaux (2016)

	Taux de citations
1 Lyon	47 %
2 Toulouse	21 %
3 Marseille Aix-en-Provence	15 %
4 Nantes	13 %
5 Bordeaux	12 %
6 Lille	11 %

Source Baromètre EY de l'attractivité de la France 2016

La capacité de nos métropoles à rayonner au niveau international est une obligation, dans un contexte européen marqué par une compétition entre villes de plus en plus robuste. Quels sont les leviers des métropoles pour renforcer leur attractivité internationale ? L'accessibilité des territoires et la capacité à s'insérer dans les réseaux - logistiques, numériques ou académiques - européens sont des critères clés pour les investisseurs dans leurs choix d'implantation. Aux flux de marchandises et d'informations, vient s'ajouter la problématique des flux de talents.

Leviers sur lesquels les métropoles doivent s'appuyer pour renforcer leur attractivité, selon les décideurs internationaux (2016)



52 %

Des infrastructures de transports et de télécommunications de qualité



48 %

Des pôles universitaires de renommée internationale



37 %

Des parcs d'activités innovants et la disponibilité d'immobilier d'entreprise adapté



30 %

Une très bonne qualité de vie



15 %

De grands projets urbains et de grands équipements

Source Baromètre EY de l'attractivité de la France 2016

La capacité de nos métropoles à devenir des territoires innovants sera déterminante dans la compétition internationale. Notamment, le positionnement des métropoles françaises sur la carte européenne des Smart Cities à fort rayonnement sera déterminant. En effet, la capacité des villes à mettre les technologies digitales et la science des données au service d'une meilleure gestion et d'une prise de décision plus efficace, à développer de nouveaux services performants, et à rendre la ville sous tous ses aspects plus durable, pèsera de plus en plus dans la compétition pour attirer les investisseurs internationaux.

Les défis de l'attractivité

- Régénérer l'attractivité et miser sur les ETI internationales
- Maintenir la confiance des investisseurs européens et mieux séduire ceux qui viennent d'Asie
- Construire un plan d'urgence sur les sièges et centres de décision
- Retrouver l'attractivité et faire rayonner le capital immatériel
- Cultiver la force du Grand Paris et de nos métropoles régionales
- Dépasser nos acquis et attirer aujourd'hui les secteurs de demain



Régénérer l'attractivité et miser sur les ETI internationales

Les entreprises à capitaux étrangers jouent un rôle clé dans l'économie de notre pays : elles contribuent à près de 20 % du PIB, embauchent plus d'1 salarié sur 10¹³, et assurent près d'1/3 des exportations françaises. La contribution des entreprises étrangères à l'effort d'innovation est également massive, puisqu'elles portent 28 % des dépenses en matière de R&D.

Si la majorité des projets d'investissement concerne de nouvelles implantations (57 % de « greenfield »), par rapport à l'**extension d'implantations** existantes (43 %), la France reste très en-deçà de la moyenne européenne de 71 % de toutes nouvelles implantations. Le site France inspire davantage de prudence aux investisseurs internationaux, qui préfèrent y rénover ou étendre leurs activités existantes que d'en créer de nouvelles.

Par ailleurs, il faut désormais considérer que les grands groupes internationaux ne sont pas les seuls à contribuer aux investissements étrangers en France : **les entreprises de taille intermédiaire (ETI)** sont en effet à l'origine de plus d'un tiers des projets d'investissement étrangers et leur contribution à l'emploi a fortement progressé pour atteindre 43 % des emplois créés en 2015 (contre 30 % en 2014)¹⁴. Les ETI représentent également 26 % des entreprises sous contrôle étranger et emploient 52 % des salariés travaillant dans ces entreprises sous contrôle étranger.

Ce poids important des ETI dans les projets accueillis par la France est à mettre en lien avec l'origine des investissements : le tissu d'investisseurs allemands (nos seconds clients derrière les États-Unis) se caractérise par une forte densité des ETI, lesquelles participent fortement aux exportations : elles comptent pour près de 60 % des exportations totales des entreprises sous contrôle étranger.

Les ETI
à capitaux étrangers
représentent
43 % des emplois
créés en 2015

¹³ INSEE, Les entreprises en France, édition 2015

¹⁴ Business France, Rapport sur l'internationalisation de l'économie française, Bilan 2015 des investissements étrangers en France

2

Maintenir la confiance des investisseurs européens et mieux séduire ceux qui viennent d'Asie

Les investisseurs qui font le choix de s'implanter en France restent d'abord européens : **60 % des implantations internationales en France sont d'origine européenne**,



14

projets
d'origine chinoise
en 2015

puis nord-américaine (28 %), et asiatique (9 %). Nos voisins allemands sont nos seconds « clients » (derrière les entreprises américaines), et jouent un rôle de premier plan dans les investissements industriels. Un investisseur allemand sur trois faisant le choix de la France y implante ou y étend des activités

de production. Le secteur automobile bénéficie largement de cette dynamique : près d'un projet sur deux émane d'une entreprise allemande.

Au-delà de ses investisseurs historiques, la France attire de **nouveaux clients issus des pays émergents**. Le nombre de projets d'origine chinoise a, par exemple, été multiplié par 3 ces 10 dernières années, passant de 5 en 2006 à 14 en 2015.

L'attractivité des investisseurs émergents constitue un défi pour la France, qui reste en retard par rapport à ses rivaux britanniques et allemands. Dans la lignée de nos précédents Baromètres, la France reste en retrait sur les projets d'implantations d'origine chinoise : avec 74 et 68 projets respectivement, l'Allemagne et le Royaume-Uni sont leurs destinations privilégiées cette année encore. Cette faiblesse est à regretter malgré des liens économiques qui tendent à se renforcer entre la France et la Chine, à travers notamment des coopérations industrielles structurantes dans les domaines de

l'aéronautique (accord en 2015 sur l'ouverture d'un centre de finition des A 330 en Chine) et du nucléaire civil. Des efforts sont à fournir pour coordonner et structurer, en fonction de cibles sectorielles prioritaires, les différentes actions entreprises en faveur des liens économiques avec la Chine.

Top 5 européen des pays d'accueil de projets d'implantations d'origine chinoise (2013-2015)

		2015	2014	2013
1	Allemagne	74	105	68
2	Royaume-Uni	68	38	29
3	Pays-Bas	19	9	6
4	France	14	17	14
5	Russie	12	7	4

Source Global Investment Monitor, EY, 2016



Construire un plan d'urgence sur les sièges et centres de décision

La France ne parvient toujours pas à convaincre les investisseurs internationaux pour l'implantation de centres de décision, alors que ses concurrents européens en attirent toujours davantage. Résultat : la France est exclue cette année du Top 5 des pays européens accueillant le plus de sièges sociaux, et se retrouve à la 6^e place du classement, juste derrière la Suisse. Elle accueille en 2015, 11 projets de centres de décision, soit autant que l'année précédente.

Les sièges et centres de décision sont pourtant le signal fort de l'adhésion d'une entreprise multinationale à un territoire. Les questions de fiscalité ne sont pas étrangères aux décisions d'implantations de centres de décision - et les fluctuations fiscales françaises constituent sans nul doute un facteur répulsif à court et moyen terme. La France souffre de la compétition des « petits » pays européens qui ont mené des politiques agressives en matière d'attractivité des sièges sociaux, à l'instar de la Suisse ou de l'Irlande (politiques fiscales favorables en matière de fiscalité des entreprises, des personnes, des impatriés...). L'Irlande, qui propose le taux d'impôt sur les sociétés le plus bas de la zone euro, a toutefois révisé en 2014 sa politique fiscale pour supprimer certains avantages accordés à de grands groupes multinationaux.

Le Royaume-Uni confirme non seulement sa position de leader des sièges sociaux, mais connaît aussi une attractivité exponentielle : avec 150 projets accueillis en 2015, il multiplie par plus de 2,5 sa performance de 2014 et creuse un écart très significatif avec le 2^e pays le plus attractif, l'Allemagne (48 projets).

Top 6 européen des pays d'accueil de projets de centres de décisions (2013-2015)

		2015	2014	2013
1	 Royaume-Uni	150	57	29
2	 Allemagne	48	23	19
3	 Pays-Bas	27	15	25
4	 Irlande	16	16	24
5	 Suisse	13	8	10
6	 France	11	11	18

Source Global Investment Monitor, EY, 2016



Retrouver l'attractivité et faire rayonner le capital immatériel

Le rayonnement de la marque France peut être une clé de son attractivité économique, notamment auprès des nouveaux investisseurs qu'elle peine aujourd'hui à convaincre pour ses mérites en matière industrielle ou tertiaire. Les investisseurs chinois investissent massivement dans le secteur du tourisme, dont l'illustration la plus marquante a été le passage sous pavillon chinois du Club Med en janvier 2015. Ces investissements chinois, notamment dans l'hôtellerie de luxe (rachat de l'hôtel Marriott des Champs-Élysées par exemple) peuvent se transformer en création sur le sol français de fonctions stratégiques, à l'instar du groupe hôtelier chinois Jin Jiang qui a choisi d'implanter son QG à Paris.

Au-delà du tourisme, d'autres secteurs révélateurs du rayonnement de l'art de vivre français permettent de fixer des emplois dans l'industrie ou la recherche, voire des centres de décision. C'est le cas du secteur de la mode et du textile, mais aussi de la cosmétique : par exemple, le groupe chinois EPO Fashion a choisi d'implanter son siège social à Paris et l'entreprise Jiangsu Longliqi Bioscience implante un laboratoire de recherche en région parisienne.

Avec la filière culturelle enfin, la France a une carte à jouer pour renouer avec son influence et son soft power à l'international : ces dernières années, l'économie de la créativité s'est mieux portée que l'économie nationale, avec une augmentation de ses revenus supérieure à celle du PIB national. Avec 1,3 million d'emplois, les industries culturelles et créatives représentent plus du double des emplois de la production automobile et 8 fois ceux du secteur de la chimie. Dans la musique, le design, l'édition, le cinéma, le spectacle vivant, la France exporte, attire et innove tous les jours...

Stéphane Lissner

Directeur de l'Opéra National de Paris

Les défis de l'attractivité culturelle et immatérielle de la France à l'international

03:44





Cultiver la force du Grand Paris et de nos métropoles régionales

Le Grand Paris est un projet sans commune mesure en France et en Europe. Animée par l'ambition de faire de la région capitale une des métropoles de référence à l'échelle mondiale, la dynamique de projets vise à équiper et à accompagner l'agglomération et tous ses « utilisateurs » - habitants, touristes, entrepreneurs, chercheurs, salariés, commerçants, industriels, étudiants : Grand Paris Express, structuration de grands pôles scientifiques, candidatures aux JO 2024 et à l'Exposition Universelle 2025 sont les emblèmes d'une transformation profonde de la métropole parisienne.

Mais le Grand Paris n'est pas notre seul atout en matière territoriale : le réseau de métropoles régionales donne à voir ce que la France a de meilleur. En effet, **ces agglomérations à taille critique et vivable** sont « l'autre » moteur de la croissance française : les 14 métropoles portent 51 % du PIB français, comptent pour 43 % de l'emploi et déposent 70 % des demandes de brevets... alors qu'elles concentrent moins de 40 % de la population¹⁵. Nos métropoles sont jeunes, actives, créatives, talentueuses, entrepreneuriales et de plus en plus « smart »... Elles dressent le portrait d'une France résolument tournée vers l'avenir.

¹⁵ Conseil d'Analyse Stratégique

6

Dépasser nos acquis et attirer aujourd'hui les secteurs de demain

Les investisseurs interrogés identifient **le numérique, l'énergie, et les services à valeur ajoutée** comme futurs moteurs de la croissance française. Si, au premier abord, le numérique et les services tirent en effet l'attractivité française, notre retard par rapport à nos rivaux européens doit nous pousser à nous remettre en question. Quel modèle d'attractivité proposer demain ?

La France doit, de manière évidente, produire un effort d'ambition, de constance et de lisibilité des priorités. Cette ligne de conduite, déjà empruntée par nos concurrents, est à déployer de manière urgente afin de rattraper notre retard à la fois en matière de fonctions stratégiques, mais aussi de croissance numérique et tertiaire.

Sur le volet industriel, l'énergie reste bien identifiée par les investisseurs comme un atout maître de notre économie. Même dans une conjoncture marquée par la baisse des cours du pétrole, la transition énergétique reste un impératif de premier plan. La France semble y bénéficier d'un rayonnement international, notamment grâce à ses champions nationaux – mais les projets d'investissement internationaux restent en retrait. Avec 6 projets, contre 14 en Allemagne et 36 au Royaume-Uni, la France ne s'impose pas comme la destination privilégiée des investissements énergétiques. En revanche, la tendance est à la croissance des investissements dans le secteur, puisque la France n'attirait en 2014 que 3 implantations.

Les investisseurs distinguent un autre secteur moteur de la croissance future, en lien étroit avec le défi énergétique : l'industrie des transports en général et l'automobile en particulier. L'automobile reste en tête des implantations internationales en France dans le domaine de la mobilité, quand bien même la France n'est qu'au 5^e rang européen, derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne, mais aussi l'Espagne et la Pologne. La France se positionne cependant uniquement sur les maillons industriels de la chaîne de valeur, alors que ses concurrents britannique et allemand prennent de l'avance sur les centres tertiaires et en matière de R&D. Faut-il y voir un facteur de risque ou plutôt le signe d'une réindustrialisation du pays ?

Muriel Pénicaud

Ambassadrice déléguée aux investissements internationaux, Directrice générale de Business France

L'attractivité de la France repose sur un socle solide

01:43



Tesla

Entreprise américaine célèbre pour ses véhicules électriques haut de gamme, a choisi d'implanter son siège social France à Chambourcy, en Ile-de-France.

Les secteurs moteurs de l'attractivité française dans les années à venir d'après les décideurs internationaux (2016)

L'économie numérique



L'énergie



Les services aux entreprises hors secteur financier



L'industrie des transports et de l'automobile



La logistique et les circuits de distribution



Les biens de grande consommation



Le tourisme



L'industrie pharmaceutique et les biotechnologies



Le secteur aéronautique et spatial



La banque, assurance, gestion d'actifs et de patrimoine



L'industrie agroalimentaire



La production industrielle/Production générale/
Industrie lourde / Fabrication de machines



L'agriculture



Source Baromètre EY de l'attractivité de la France 2016

[➔ Retrouver toutes les données](#)

Annexes

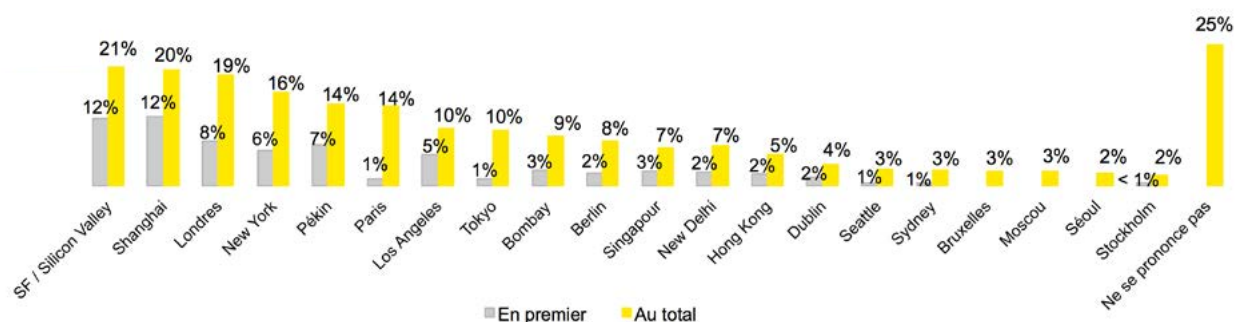
Principaux secteurs d'accueil de projets d'implantations internationales en Europe (2015) p.11

Rang	Secteurs	2015	2014	Evolution 2014/2015 (en %)
1	Numérique	694	655	+6%
2	Services aux entreprises	476	376	+27%
3	Equipeement	360	314	+15%
4	Automobile	320	287	+11%
5	Agroalimentaire	224	229	-2%
6	Chimie	218	194	+12%
7	Services financiers	198	216	-8%
8	Pharmacie	160	168	-5%
9	Plasturgie	146	150	-3%
10	Electrique	143	175	-18%
	Autres	2144	1684	+27%
	Total	5083	4448	+14%

Source Global Investment Monitor, EY, 2016

[← Retourner à l'étude](#)

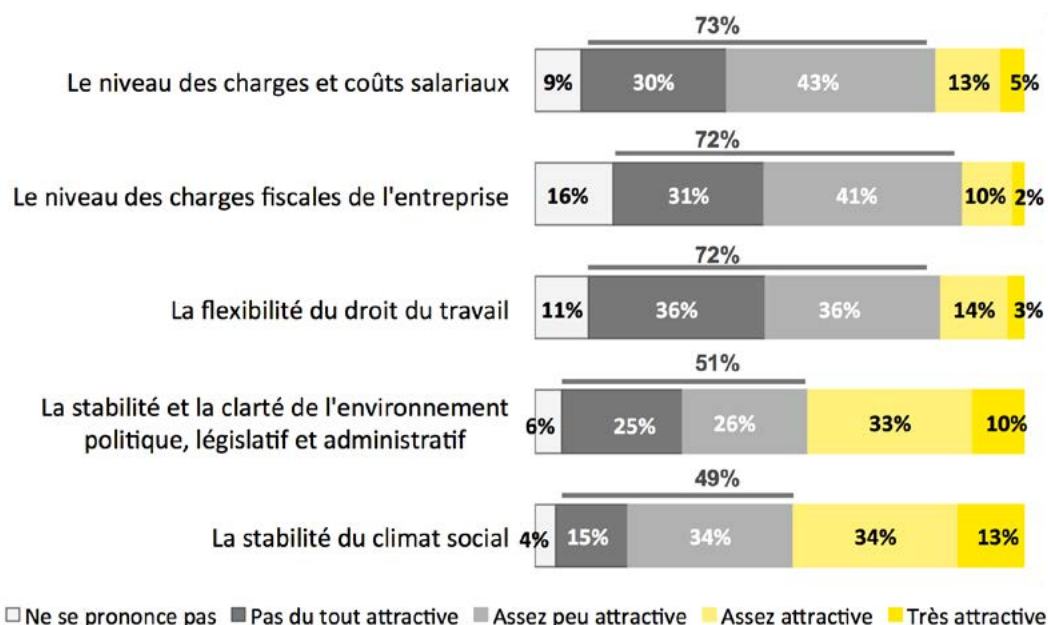
Palmarès des villes mondiales susceptibles de produire le nouveau Google selon les décideurs internationaux (2016) p.13



Source Baromètre EY de l'attractivité du site France 2016
(205 répondants, question ouverte, 3 réponses possibles)

[← Retourner à l'étude](#)

Les handicaps du site France selon les investisseurs internationaux (2016) p.16

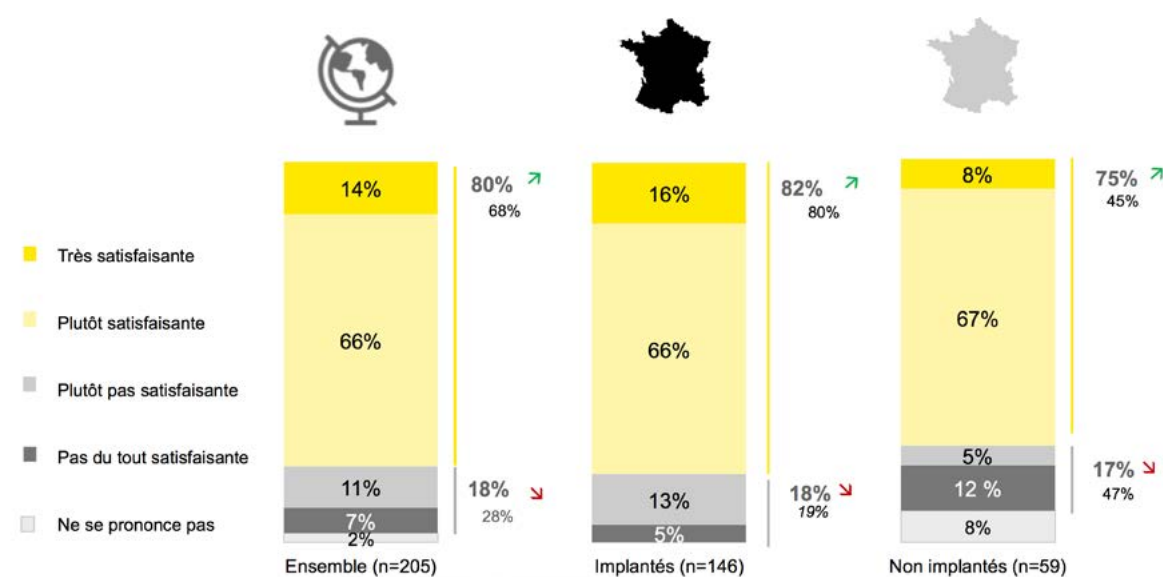


Source Baromètre EY de l'activité du site France 2016 (205 répondants)

[Retourner à l'étude](#)

L'attractivité du site France selon les décideurs internationaux (2016) p.17

Du point de vue des intérêts de votre entreprise, diriez-vous que la France est une localisation... ?

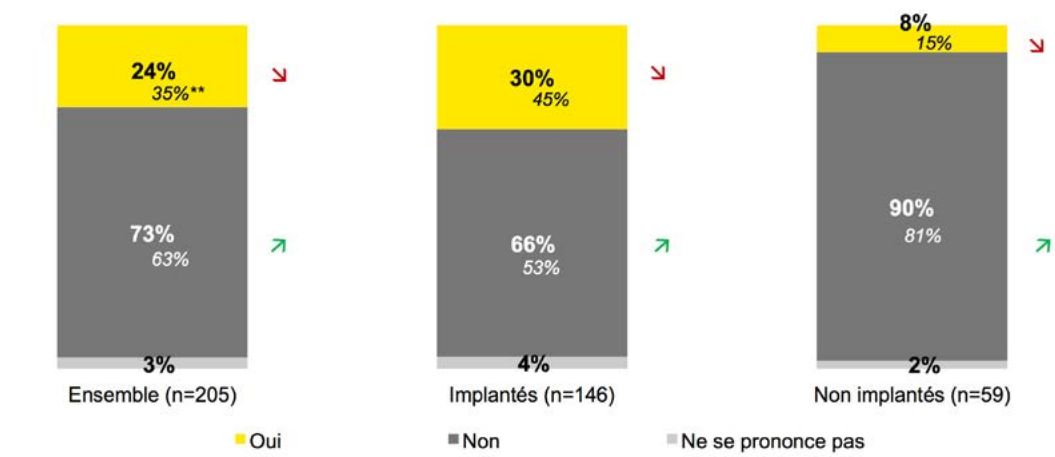


Source Baromètre EY de l'attractivité du site France 2016 (205 répondants)

[Retourner à l'étude](#)

L'attractivité du site France selon les décideurs internationaux (2016) p.17

Votre entreprise envisage-t-elle d'implanter ou d'étendre des activités en France ?



* Jusqu'en 2015 : « De manière générale, votre groupe envisage-t-il d'établir ou de développer des activités en France? »
** XX% : Jusqu'en 2015, question posée avec l'échelle « oui certainement, oui probablement, non probablement pas, non certainement pas ».

Source Baromètre EY de l'attractivité du site France 2016 (205 répondants)

Retourner à l'étude

Principaux secteurs d'accueil de projets d'implantations internationales en France (2015) p.21

Rang	Secteurs	Projets	Poids relatif	Emplois	Poids relatif
1	Numérique	73	12%	2 138	16%
2	Services aux entreprises	50	8%	775	6%
3	Equipement	50	8%	2 068	15%
4	Chimie	36	6%	418	3%
5	Agroalimentaire	31	5%	579	4%
6	Métallurgie	27	5%	932	7%
7	Automobile	26	4%	766	6%
8	Transport terrestre	22	4%	664	5%
9	Electrique	21	4%	412	3%
10	Produits minéraux (non métalliques)	21	4%	166	1%
	Autres	241	40%	4 721	35%
	Total	598	100%	13 639	100%

Source Global Investment Monitor, EY, 2016

Retourner à l'étude

Top 5 européen pour l'accueil de projets industriels (2015) p.22

Rang	Pays	Projets	Emplois	Emplois/projet
1	France	212	6593	31
2	Royaume-Uni	183	13700	75
3	Russie	153	12937	85
4	Allemagne	142	4468	31
5	Pologne	86	8243	96

Source Global Investment Monitor, EY, 2016

[← Retourner à l'étude](#)

Classement des régions françaises en matière d'accueil de projets d'implantations internationales (2014-2015) p.30

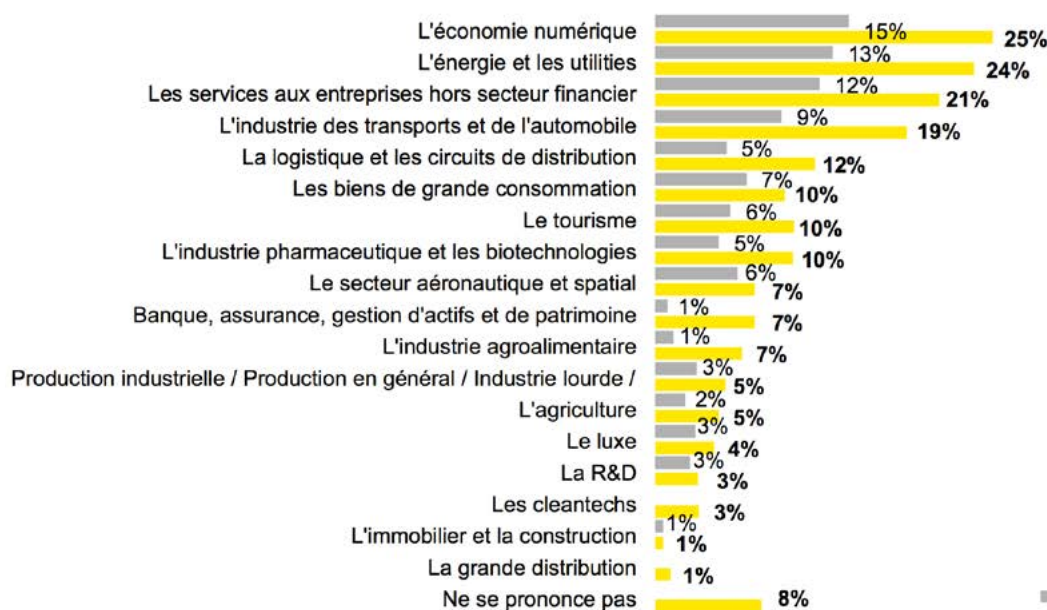
Rang	Régions	2015	2014	Evolution 2014-2015 (en %)
1	Ile-de-France	159	159	+0%
2	Auvergne Rhône-Alpes	82	88	-7%
3	Hauts-de-France	63	52	+21%
4	Grand Est	59	74	-20 %
5	Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées	49	40	+22%
6	Aquitaine Limousin Poitou-Charentes	42	40	+5%
7	Pays de la Loire	35	28	+25%
8	Provence-Alpes-Côte d'Azur	27	40	-32%
9	Centre-Val-de-Loire	26	19	+37%
10	Bourgogne Franche-Comté	20	21	-5%
11	Normandie	18	28	-36%
12	Bretagne	18	18	+0%
13	Corse	0	1	-100%
	Total	598	608	-1,6%

Source Global Investment Monitor, EY, 2016

[← Retourner à l'étude](#)

Les secteurs moteurs de l'attractivité française dans les années à venir d'après les décideurs internationaux (2016) p.39

Selon vous, quels sont les secteurs d'activité qui soutiendront la croissance de la France dans les années à venir ?



RAPPEL TOP 5 2015

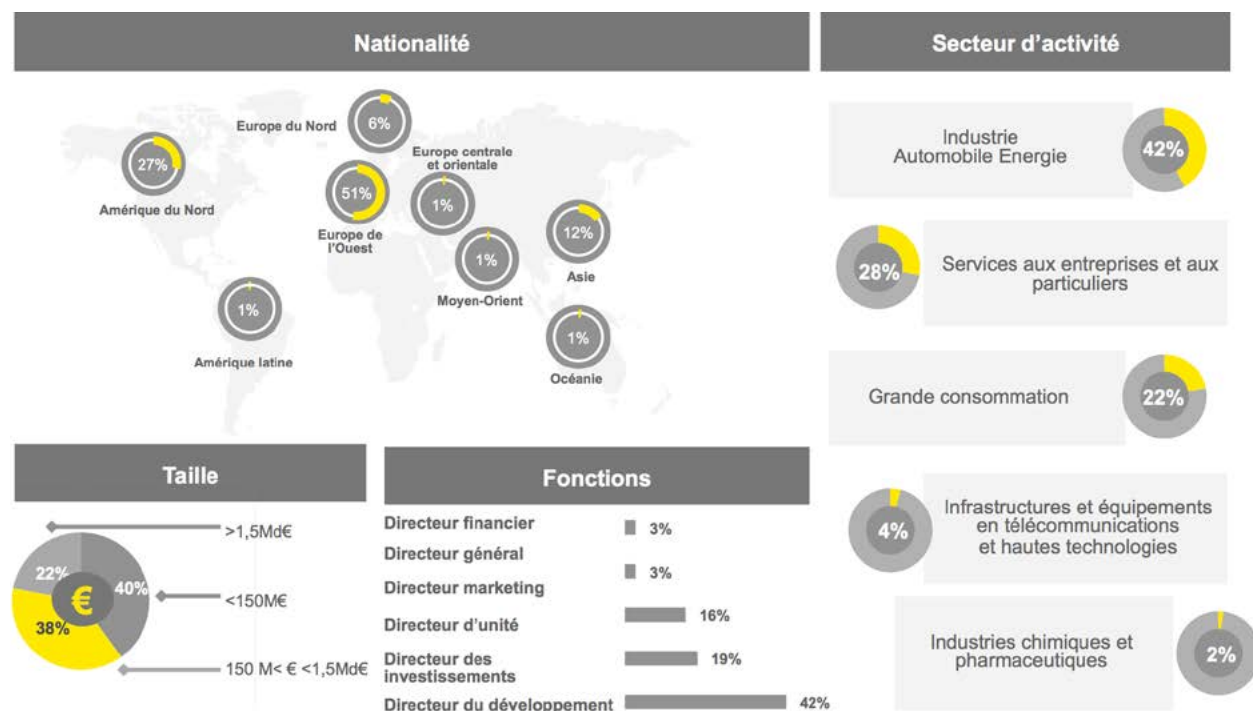
1. L'énergie et les utilities
2. Les TIC
3. L'industrie pharmaceutique et les biotechnologies
4. Les éco-activités, les technologies vertes et l'environnement
5. L'industrie des transports

■ En premier ■ Au total

Source Baromètre EY de l'attractivité de la France 2016 (108 répondants, 2 réponses possibles)

[← Retourner à l'étude](#)

Méthodologie



Le recensement des implantations internationales et des créations d'emplois

Depuis 1997, EY, en partenariat avec le cabinet Oxford Intelligence, recense le nombre d'implantations de projets d'investisseurs étrangers sur chaque territoire, prenant en compte uniquement les annonces publiques et fermes d'investissements porteuses de créations d'emplois nouveaux.

D'autres méthodes peuvent être utilisées pour le recensement de ce type de projets, comme celle de Business France. Business France recense, en plus des emplois créés, les emplois « maintenus » par les investisseurs étrangers en France. De plus, elle présente les créations et les sauvegardes d'emplois projetés sur 3 ans, alors que le Global Investment Monitor (GIM) se concentre sur les données au démarrage des projets et ce, dans tous les pays européens. Enfin, l'écart s'explique par la nature des projets retenus par BusinessFrance qui ne le sont pas forcément par le GIM (hôtellerie, distribution, restauration...).

Globalement, les tests de qualité et les croisements réalisés auprès des entreprises pour la constitution de la base de données GIM permettent de garantir un niveau d'exhaustivité et de comparabilité unique en Europe.

L'enquête auprès des dirigeants

La perception et les attentes des décideurs internationaux ont été recueillies à travers une enquête conduite par l'institut CSA, qui interroge par téléphone les décideurs internationaux selon le système CATI - *Computer Assisted Telephonic Interviews*. Du 15 au 29 février 2016, ce sont 205 dirigeants d'entreprises qui ont été interrogés, dans 26 pays et en 3 langues.

La structure de l'échantillon est représentative des investissements internationaux. Les entreprises interrogées sont de diverses origines géographiques, mais en grande partie issues d'Europe occidentale, et offrent un reflet pertinent du tissu économique français et de ses grands secteurs d'activité. Les entreprises sont de tailles variées en termes de chiffres d'affaires, et les interlocuteurs occupent différentes fonctions.

Remerciements

Cette quinzième édition du baromètre de l'attractivité de la France a été réalisée sous la direction de **Marc Lhermitte**, avec la participation de **Jean-Pierre Letartre, Jean-Pierre Lieb, Franck Sebag, Emmanuelle Raveau, Vincent Raufast, Flora Le Bolloc'h, France de Roquemaurel, Laure Bourdon, Sophie Meynier, Elise Carrard, Bonnie Olivier, Grégoire Petit et Marine Moulin.**

Nous tenons à remercier particulièrement **Christophe Catoir, Président du Groupe Adecco en France, Stéphane Lissner, Directeur de l'Opéra National de Paris, Muriel Pénicaud, Ambassadrice déléguée aux investissements internationaux, Directrice générale de Business France, David Cousquer, créateur et gérant de Trendeo**, qui ont pris le temps de partager leur point de vue sur l'attractivité du site France au sein de l'Europe.

Pour plus d'informations sur les baromètres EY de l'attractivité :

► [ey.com/attractiveness](https://www.ey.com/attractiveness)

EY est un des leaders mondiaux de l'audit, du conseil, de la fiscalité et du droit, des transactions. Partout dans le monde, notre expertise et la qualité de nos services contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et les marchés financiers. Nous faisons grandir les talents afin qu'ensemble, ils accompagnent les organisations vers une croissance pérenne. C'est ainsi que nous jouons un rôle actif dans la construction d'un monde plus juste et plus équilibré pour nos équipes, nos clients et la société dans son ensemble.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Retrouvez plus d'informations sur notre organisation sur www.ey.com.

© 2016 Ernst & Young Advisory
Tous droits réservés.

SCORE France N° 2016-025
Crédit photo : Getty Images

Document imprimé conformément à l'engagement d'EY de réduire son empreinte sur l'environnement.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale ou autre. Pour toute question spécifique, vous devez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr

Contacts

Marc Lhermitte

Associé, Ernst & Young Advisory
Global Lead – Attractiveness and Competitiveness
Tél. : + 33 1 46 93 72 76
Email marc.lhermitte@fr.ey.com

Sophie Meynier

Responsable du département communication externe
Tél. : +33 1 46 93 63 53
Email sophie.meynier@fr.ey.com

Elise Carrard

Responsable du service relations médias
Tél. : +33 1 46 93 49 73
Email elise.carrard@fr.ey.com

Grégoire Petit

Responsable marketing Programme Attractivité
Tél. : +33 1 46 93 77 48
Email gregoire.petit@fr.ey.com